



- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 128

2^{ème} trimestre 2006

- Septembre 2006 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	11
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	12
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>13</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>15</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>15</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	16
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>17</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	18
5. Risques sectoriels	19
6. Rappel des taux	21
6.1 Taux réglementés	21
6.2 Principaux taux de marché	21
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	21
6.4 Taux de l'usure	21
7. Monnaie fiduciaire	22
7.1 Emission mensuelle de billets euros	22
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	22
8. Résumé des publications du trimestre	23

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

Le deuxième trimestre 2006 a enregistré une activité financière conforme aux tendances traditionnellement observées en milieu d'année, avec une croissance modérée de la collecte de dépôts et une reprise de la distribution de financements bancaires à l'économie, que ce soit en direction des ménages ou des entreprises. La crise sanitaire du Chikungunya ne semble pas avoir entraîné de difficultés significatives pour les établissements de crédit de la place. Malgré le contexte international de remontée des taux d'intérêt, le financement de l'habitat et de la consommation des ménages, ainsi que l'investissement des entreprises demeurent bien orientés, avec des taux de progression encore élevés.

Le premier semestre 2006 semble avoir permis aux établissements de crédit locaux de maintenir à un bon niveau leurs principaux indicateurs de rentabilité. Les dirigeants estiment cependant qu'une dégradation de ces indicateurs pourrait intervenir au second semestre 2006, du fait notamment de tensions sur leur marge d'intermédiation résultant du mouvement de remontée des taux d'intérêt.

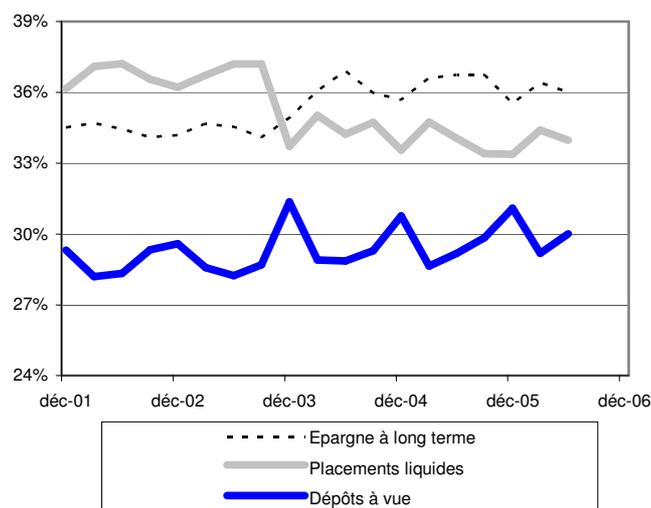
1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 8 647 millions d'€ à la fin du premier semestre 2006, en progression de +35 millions d'€ (+0,4%) par rapport à mars 2006 (après +45 millions d'€ au premier trimestre). Cette évolution est comparable à celle enregistrée à la même époque de l'année précédente, où la hausse des actifs financiers avait atteint +36 millions d'€ au deuxième trimestre. Sur douze mois, la hausse en glissement annuel atteint +709 millions d'€ (+8,9%).

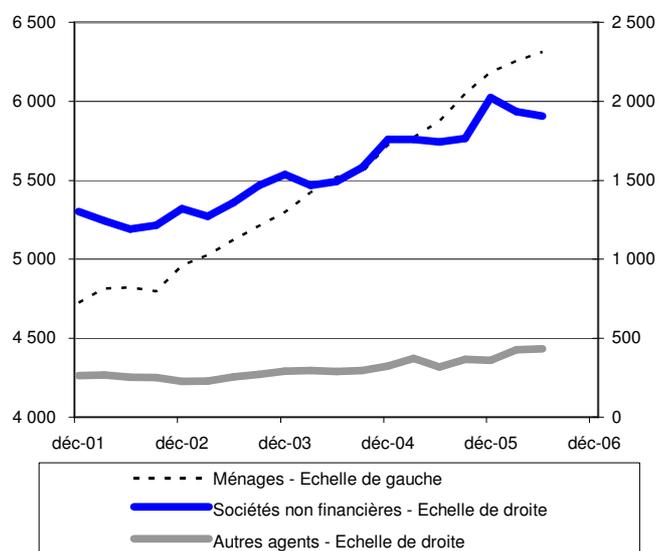
Les encours des **dépôts à vue** progressent sensiblement au deuxième trimestre 2006 (+81 millions d'€), notamment au bénéfice des particuliers (+39 millions d'€) et des autres agents économiques (+36 millions d'€). Ils avaient fortement diminué au premier trimestre 2006 (-148 millions d'€). A titre de comparaison, la hausse enregistrée au second trimestre 2005 était moins importante (+48 millions d'€).

Les encours des **comptes sur livrets** diminuent légèrement entre mars et juin 2006 (-2 millions d'€) après le redressement enregistré au premier trimestre (+45 millions d'€). Cette baisse s'explique par le recul des livrets 'A' des caisses d'épargne (-0,5% sur le trimestre), des livrets bancaires ordinaires (-0,6%) et des livrets d'épargne populaire (-0,3%). Pour mémoire, ces produits avaient bénéficié d'une hausse de leur rémunération de 0,25 point en février 2006. La nouvelle hausse de 0,50 point appliquée en août 2006 pourrait avoir un effet positif sur la collecte de ce type de produits d'épargne.

Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



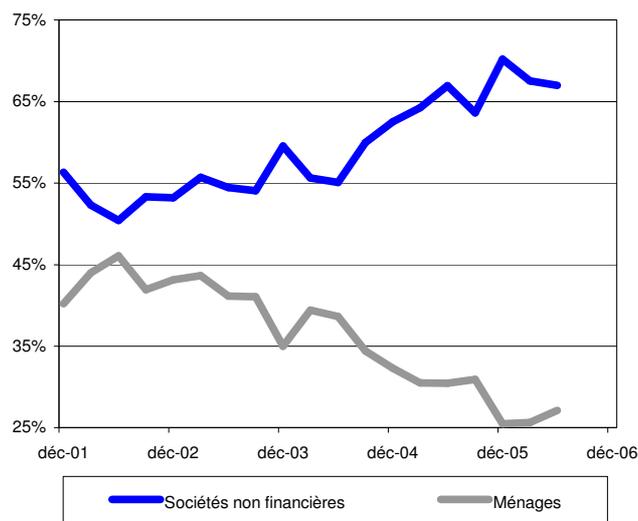
Les **placements liquides indexés sur les taux de marché** reculent de -25 millions d'€ au second trimestre 2006 après trois trimestres de forte progression (+60 millions d'€ au premier trimestre 2006 et +115 millions d'€ entre septembre et décembre 2005). A l'inverse des trimestres précédents, la baisse concerne les certificats de dépôts négociables (-21 millions d'€ contre +61 millions d'€ au premier trimestre), les comptes créditeurs à terme (-18 millions d'€ contre +21 millions d'€ au premier trimestre 2006) et les bons de caisse (-16 millions d'€). L'encours des OPCVM monétaires augmente de +29 millions d'€ après avoir diminué de -19 millions d'€ entre décembre et mars 2006. Les placements liquides indexés des ménages progressent légèrement (+12 millions d'€) tandis que ceux des sociétés non financières diminuent de -24 millions d'€. Malgré tout, le poids des ménages dans ces placements a diminué de près de 20 points par rapport à l'année 2002, en raison de la forte progression sur la même période des placements des sociétés non financières (815 millions d'€ en juin 2006 contre 519 millions d'€ en juin 2002) soit une hausse annuelle moyenne de +12,0% (contre -8,7% pour les ménages).

L'**épargne à long terme** demeure toujours le placement favori des particuliers, qui en détiennent 88% en juin 2006. Elle diminue cependant de -20 millions d'€ au deuxième trimestre 2006, après six trimestres de progression ininterrompue. Cette baisse s'explique essentiellement par la poursuite du recul des encours des plans d'épargne logement (-16 millions d'€ au deuxième trimestre 2006 après -7 millions d'€ entre décembre 2005 et mars 2006), qui trouve vraisemblablement son origine dans les modifications de la fiscalité de ce placement. Les placements sous forme de titres de portefeuille reculent également (-25 millions pour les OPCVM titres et -5 millions pour les actions et obligations).

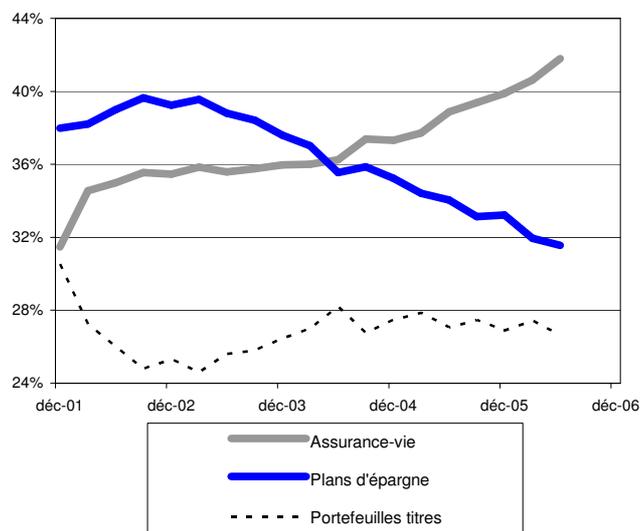
Les **placements totaux détenus par les ménages réunionnais** augmentent de +58 millions d'€ au cours du deuxième trimestre 2006 (+65 millions d'€ au trimestre précédent). Cette hausse concerne plus précisément les dépôts à vue (+39 millions d'€) et dans une moindre mesure les placements liquides indexés aux taux du marché (+11 millions d'€). L'épargne à long terme des ménages ne progresse que de +4 millions d'€ ; la hausse des produits d'assurance-vie (+28 millions d'€) compensant la baisse des plans d'épargne logement (-16 millions d'€).

Le poids relatif de l'épargne à long terme dans l'épargne totale des ménages atteint 43,2% à fin juin 2006 contre 43,6% à la fin du trimestre précédent. Il demeure toutefois inférieur au maximum de 44,4% atteint en mars 2000 au moment de l'éclatement de la

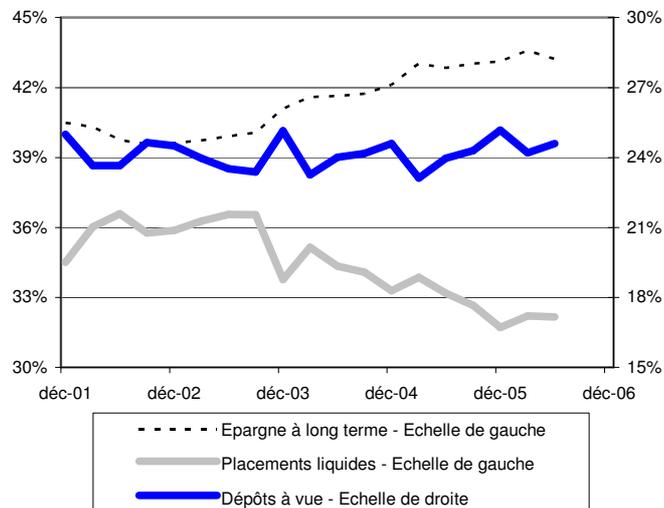
Décomposition par agents économiques des placements liquides indexés sur les taux de marché



Décomposition par famille de produits des placements à long terme



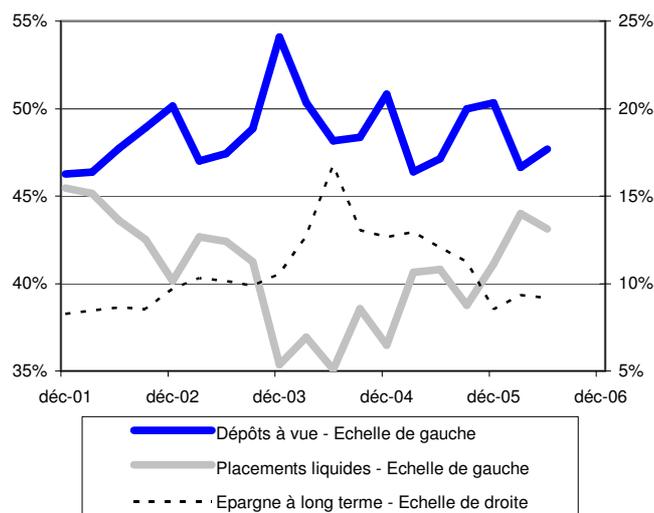
Poids des différents placements dans l'épargne totale des ménages



bulle spéculative sur les marchés boursiers. Le poids relatif des placements liquides se redresse au cours des deux derniers trimestres en liaison avec les récents relèvements de taux opérés par la Banque Centrale Européenne.

Les **placements des sociétés non financières** diminuent pour le second trimestre consécutif (-28 millions d'€ au deuxième trimestre après -89 millions d'€ au premier trimestre). Cette baisse résulte d'une diminution des placements liquides (-29 millions d'€ entre mars et juin 2006) et des placements à long terme (-6 millions d'€). Pour mémoire, la baisse enregistrée le trimestre précédent provenait de la seule diminution des dépôts à vue (-116 millions d'€).

Poids des différents placements dans l'épargne totale des sociétés non financières



1.2. Les passifs financiers

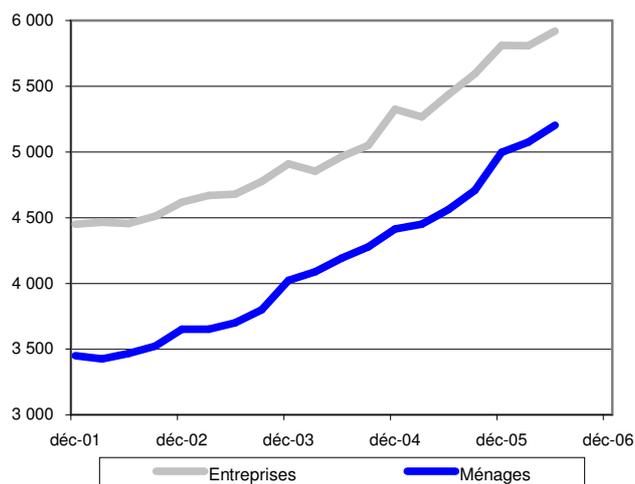
a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 12 494 millions d'€ au 30 juin 2006, en progression de +174 millions d'€ sur le deuxième trimestre (contre +47 millions d'€ au premier trimestre). La hausse de l'encours total sur douze mois atteint +1 215 millions d'€ (+10,8% en glissement annuel) contre +1 309 millions d'€ à fin mars 2006.

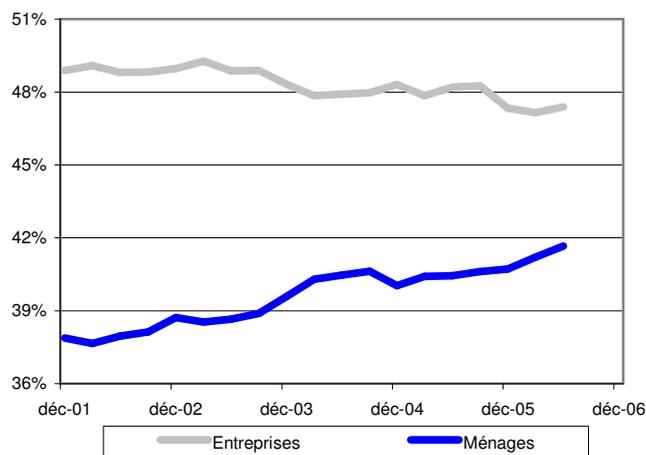
Avec un encours total de 5 921 millions d'€ à fin juin 2006, les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement progresse de +1,9% sur le trimestre (+112 millions d'€) et de +8,9% sur un an (+483 millions d'€). Il est majoritairement constitué de crédits liés à l'activité immobilière (39,3% à fin juin 2006 en hausse de +1,5% sur le trimestre) et de crédits d'investissement (39,1% en baisse de +3,9%). Les crédits d'exploitation consentis aux entreprises représentent 15,9% du total, en baisse de -0,8% sur le second trimestre. Les créances douteuses reculent de -4,3% et représentent 5,2% des concours bruts totaux à la clientèle, soit le plus faible taux enregistré depuis 1998.

Les crédits consentis aux **ménages**, principalement constitués de crédits à l'habitat (64,8% en hausse de +2,4% sur le trimestre) et de crédits à la consommation (30,7% en hausse de +2,7%), atteignent 5 205 millions d'€ à fin juin 2006, en progression de +2,5% sur le second trimestre et de +14,1% en glissement annuel. Leur poids dans les concours bruts totaux consentis à la clientèle progresse régulièrement au cours des dernières années (41,7% en

Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



Proportion des crédits par agent économique dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)



juin 2006 contre 37,6% en mars 2002 et 35,5% en mars 2000), au détriment des crédits aux entreprises.

L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1 070 millions d'€ (en hausse de +4,2% sur un an mais en recul de -10,2% sur le second trimestre 2006). Cette forte baisse s'explique par la chute de l'encours des crédits à l'équipement consentis par l'un des principaux prêteurs hors zone (-26,5% sur le second trimestre).

b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 9 621 millions d'€ à la fin du premier semestre 2006, en progression de +278 millions d'€ sur le second trimestre (+3,0%) et de +1 189 millions d'€ par rapport à fin juin 2004 (+14,1% en glissement annuel).

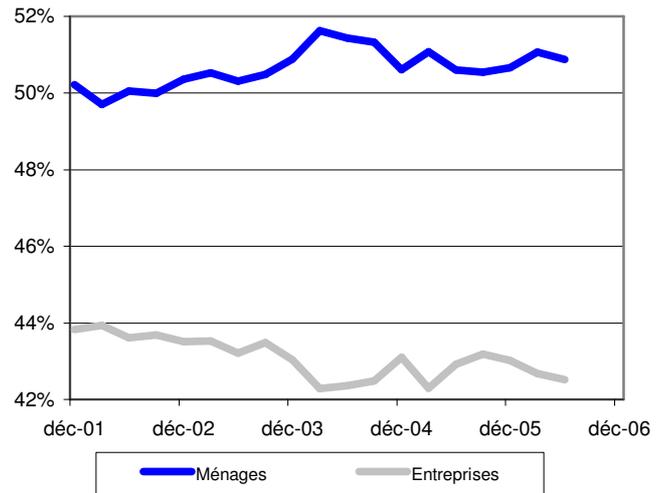
Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont **les particuliers**, avec une dette de 4 898 millions d'€ à fin juin 2006, en hausse de +126 millions d'€ (+2,6%) sur le second trimestre 2006. Leur dette se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 133 millions d'€ soit 64,0% du total brut) et de crédits à la consommation (1 538 millions d'€ soit 31,4% du total brut).

La croissance des crédits à l'habitat octroyés aux ménages (+2,6% sur le trimestre et +17,3% en glissement annuel) s'est poursuivie au premier et second trimestre 2006, malgré la remontée des taux d'intérêt, même si elle ralentit légèrement par rapport à l'année précédente (hausse de +78 millions d'€ au second trimestre 2006 après +62 millions d'€ au premier trimestre contre +192 millions d'€ au quatrième trimestre 2005 et +130 millions d'€ au troisième trimestre 2005). Le financement de la consommation des ménages a progressé modérément au second trimestre 2006 (+2,7% sur le trimestre et +11,4% en glissement annuel) après un premier trimestre 2006 atone (+0,7% entre décembre 2005 et mars 2006).

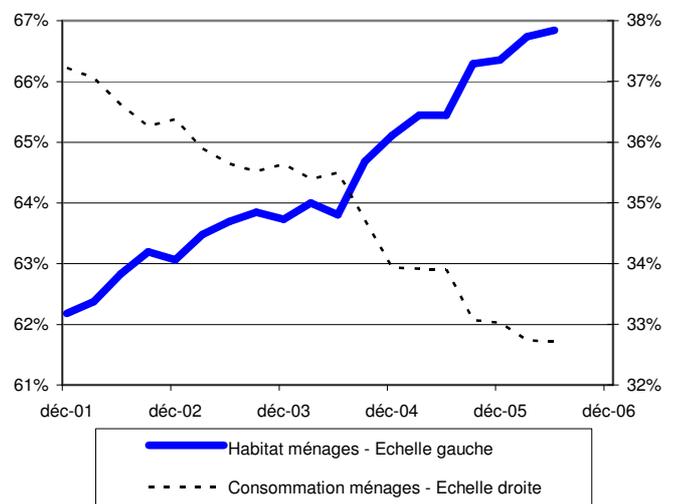
Les créances douteuses sur les particuliers ont progressé sensiblement au second trimestre 2006 (+7 millions d'€ soit +3,8%), même si leur poids dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers demeure inchangé à 4,0%. En montant brut, il s'agit du montant le plus élevé enregistré sur la clientèle des particuliers depuis mars 1993.

Après la forte dégradation saisonnière des soldes d'opinion enregistrée au cours du premier trimestre,

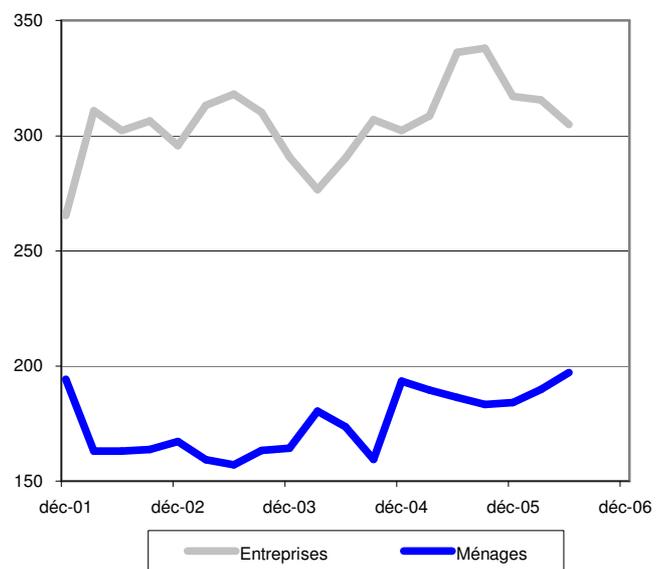
Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux



Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)



accentuée par les conséquences de l'épidémie de Chikungunya, les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM anticipent une accélération de l'octroi des prêts à l'habitat au cours du troisième trimestre 2006 et des dépôts collectés, ainsi que le maintien à un niveau élevé du financement de la consommation des ménages.

Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 4 096 millions d'€ à fin juin 2006, en hausse de +109 millions d'€ sur le second trimestre 2006 (+2,7%) et de +477 millions d'€ par rapport à juin 2005 (+15,5% en glissement annuel). Les crédits d'investissement, qui avaient légèrement diminué au premier trimestre (-48 millions d'€), progressent de +87 millions d'€ au deuxième trimestre 2006 (+4,0%). Les crédits d'exploitation diminuent par contre de -10 millions d'€ sur le trimestre (-1,0%), signe d'une amélioration des situations de trésorerie des entreprises à la fin du deuxième trimestre.

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés reflètent malgré tout le sensible ralentissement enregistré dans l'octroi de crédits aux entreprises par rapport à l'année 2005, avec des anticipations de progression modérée pour les prochains mois.

L'endettement des collectivités publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 397 millions d'€ en juin 2006, en baisse de -2,9% sur le trimestre mais de +8,6% sur les douze derniers mois.

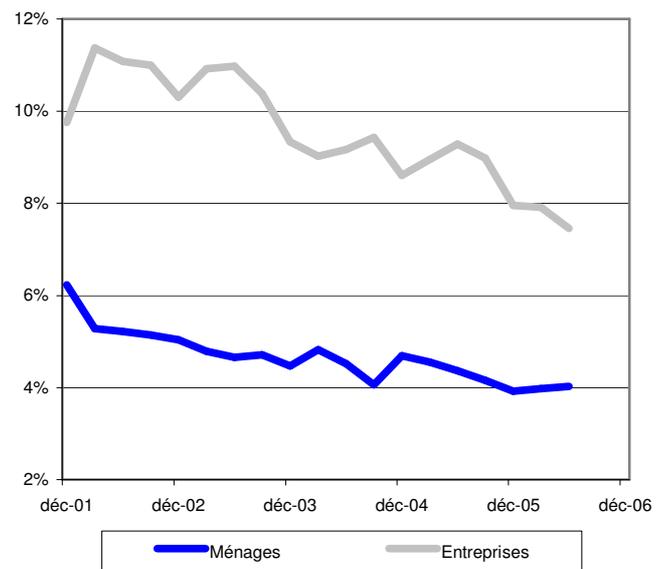
1.3. Les risques recensés au SCR

A fin juin 2006, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 7 898 millions d'€, en hausse de +14,1% sur les douze derniers mois et de +2,6% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique en partie par l'évolution à la baisse du seuil de déclaration au SCR, qui est passé de 45 000 € à 25 000 € en janvier 2006.

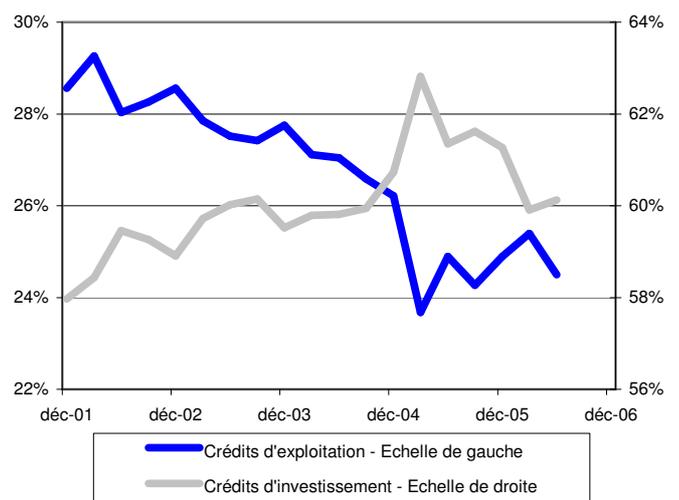
Le secteur de l'immobilier tient toujours une place prépondérante (36,2%) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM.

Il faut également noter la forte augmentation des financements octroyés aux secteurs de l'agriculture

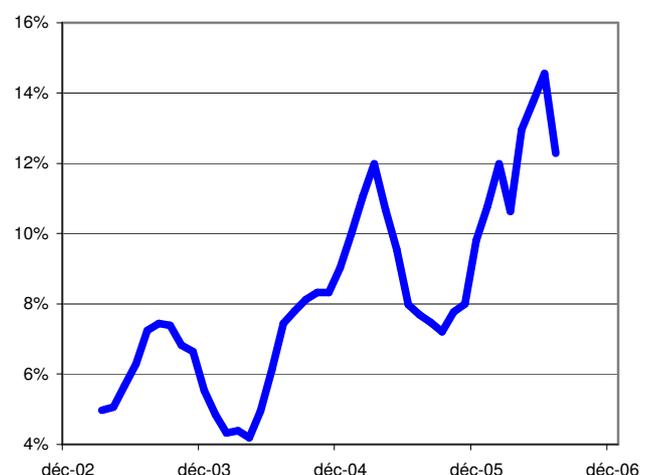
Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique



Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



(+50,9% sur les douze derniers mois) et du commerce (+28,3%), principalement concernés par l'abaissement du seuil de déclaration des risques au SCR.

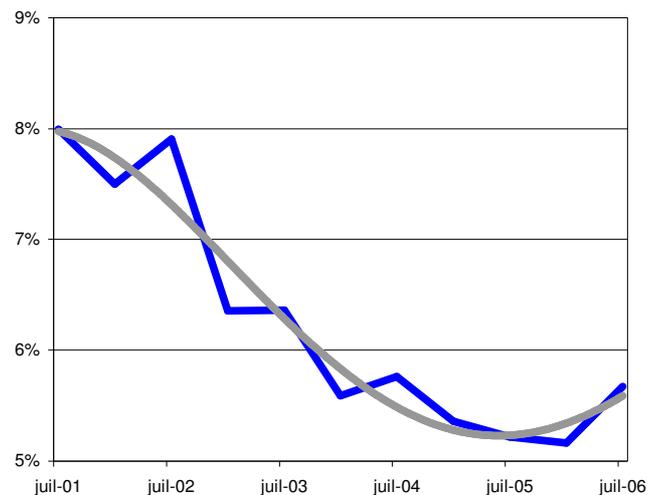
1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

Le coût du crédit aux entreprises s'est sensiblement renchéri au cours du premier semestre 2006 ; le **taux moyen pondéré global** ressortant à 5,67% lors de la dernière enquête réalisée au cours du mois de juillet 2006 par l'IEDOM sur un échantillon de 878 crédits consentis par les principaux établissements bancaires du département (contre un taux de 5,16% lors de l'enquête réalisée en janvier 2006). La hausse s'élève ainsi à 51 points de base, dans un contexte de remontée des taux de refinancement de marché (+73 points de base pour l'EONIA et l'EURIBOR 3 mois entre novembre 2005 et juillet 2006).

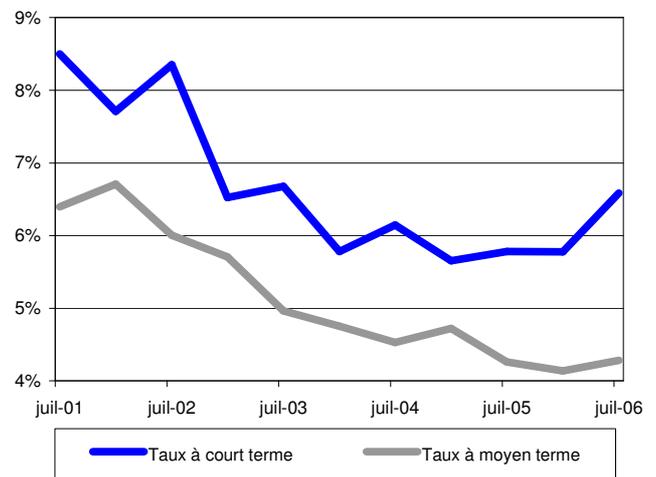
Le taux moyen des crédits à court terme progresse un peu plus fortement entre l'enquête de janvier et de juillet 2006 (+81 points de base) pour atteindre 6,58% en juillet 2006. Il retrouve ainsi son niveau d'il y a trois ans (juillet 2003), effaçant trois années de baisse des taux.

Le taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme s'inscrit en hausse plus modérée (+14 points de base) au cours du premier semestre 2006, pour s'établir à 4,28% en juillet 2006, retrouvant son niveau d'il y a un an (juillet 2005).

*Coût du crédit aux entreprises à la Réunion
Evolution et tendance du taux moyen pondéré global*



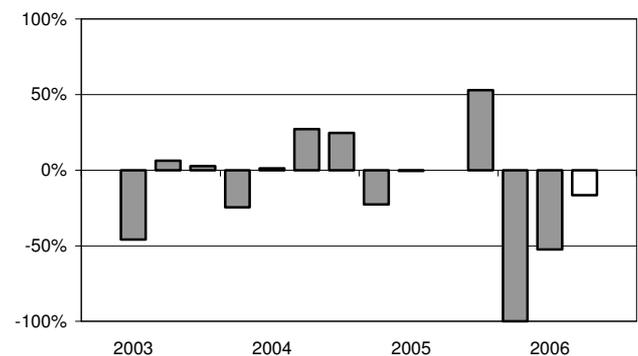
Evolution des taux à court terme et à terme à la Réunion



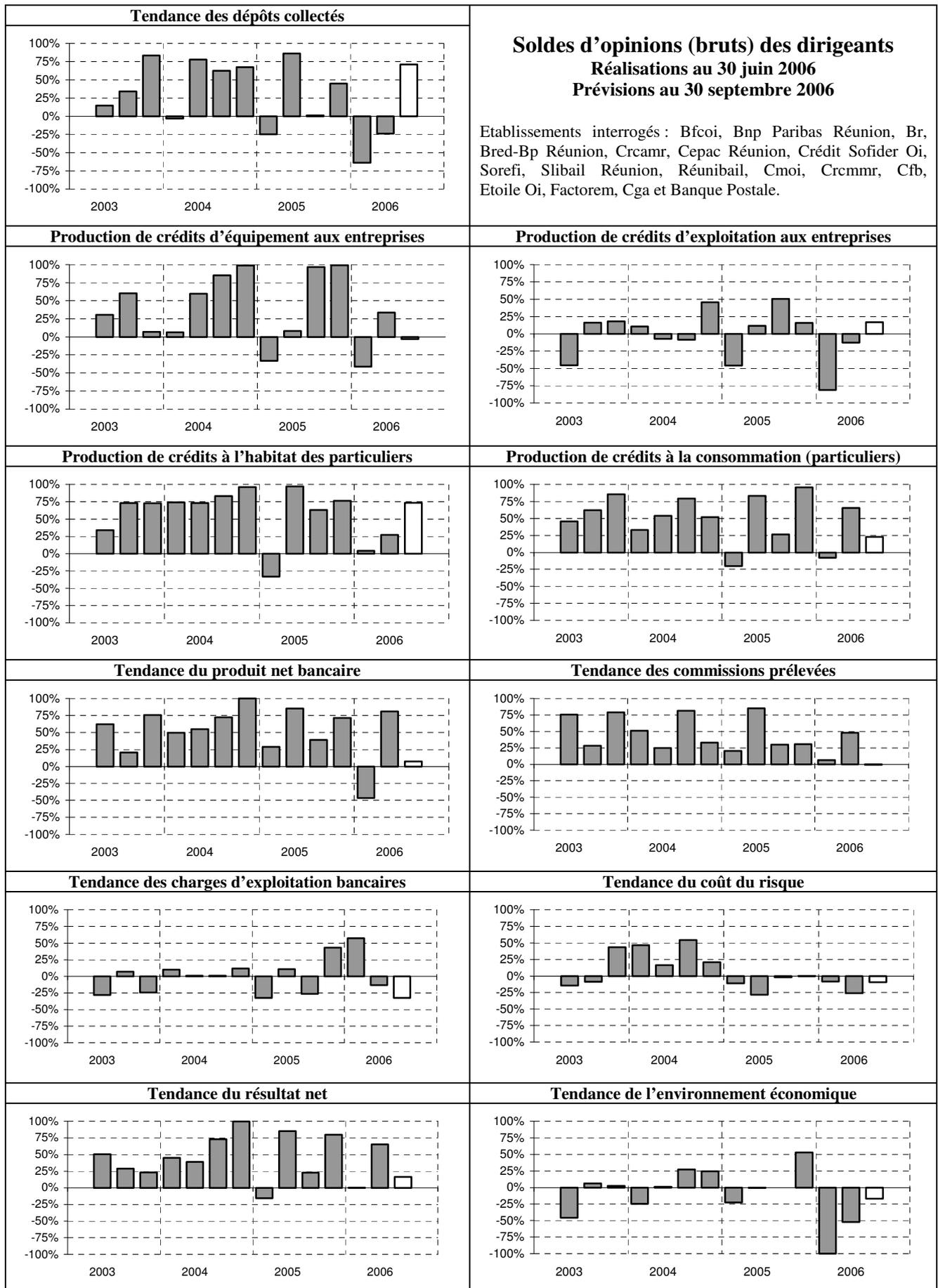
2 - Perspectives

L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir de bons résultats d'exploitation enregistrés pour l'ensemble du premier semestre 2006, meilleurs que prévus à la fin du trimestre précédent. Les anticipations de résultat concernant le troisième trimestre 2006 ressortent par contre en léger retrait, du fait notamment des incidences de la remontée des taux d'intérêt sur les marges des établissements de crédit. Il doit être noté que les appréciations portées sur l'évolution du coût du risque ou sur l'environnement économique s'établissent en nette amélioration pour le prochain trimestre, même si elles demeurent encore légèrement négatives.

*Solde des opinions des dirigeants des EC
sur la tendance de l'environnement économique*



L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



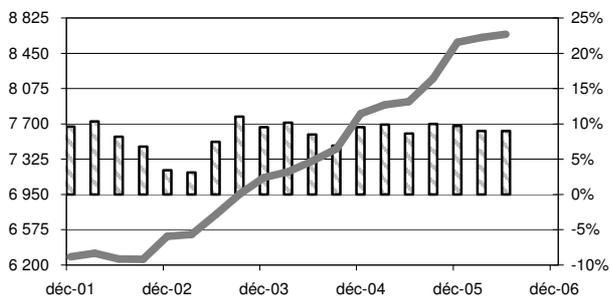
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 492,878	1 581,283	1 764,453	1 760,110	1 744,095	1 765,181	2 024,002	1 935,300	1 906,931	9,3%	-1,5%
Dépôts à vue	719,093	764,829	894,248	816,892	822,200	882,377	1 018,913	902,789	909,460	10,6%	0,7%
Placements liquides ou à court terme	523,790	610,010	646,183	715,424	711,776	684,213	832,411	851,363	822,204	15,5%	-3,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,449	0,855	0,846	1,133	9,187	5,743	3,356	12,752	7,140	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	519,341	609,155	645,337	714,291	702,589	678,470	829,055	838,611	815,064	16,0%	-2,8%
<i>dont comptes à terme</i>	160,180	184,183	208,002	238,476	227,028	244,957	261,050	227,065	228,615	0,7%	0,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	210,567	242,964	200,726	249,081	223,047	215,990	253,527	236,370	247,032	10,8%	4,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	32,5%	-6,0%
Epargne à long terme	249,995	206,444	224,022	227,794	210,119	198,591	172,678	181,148	175,267	-16,6%	-3,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	100,145	103,000	117,309	114,150	111,323	89,650	58,545	63,868	62,358	-44,0%	-2,4%
Ménages	5 528,735	5 564,106	5 718,886	5 768,538	5 874,758	6 048,762	6 182,735	6 249,142	6 307,037	7,4%	0,9%
Dépôts à vue	1 326,147	1 343,222	1 408,004	1 333,862	1 408,715	1 470,188	1 556,277	1 514,262	1 552,938	10,2%	2,6%
Placements liquides ou à court terme	1 902,335	1 900,239	1 901,193	1 954,896	1 949,066	1 975,714	1 961,122	2 015,474	2 030,247	4,2%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 533,706	1 546,107	1 574,370	1 615,594	1 629,411	1 645,677	1 660,272	1 696,701	1 700,506	4,4%	0,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	559,981	568,904	591,473	608,890	618,195	634,238	644,107	660,199	657,173	6,3%	-0,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	462,898	462,600	460,585	470,640	469,735	468,027	469,713	481,468	483,946	3,0%	0,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	33,566	33,499	29,606	29,824	30,399	30,253	31,530	31,528	32,029	5,4%	1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	108,767	111,369	115,400	119,161	120,813	122,422	124,938	126,506	126,163	4,4%	-0,3%
<i>dont CODEVI</i>	149,927	150,069	154,788	158,902	160,575	160,294	161,691	164,975	166,702	3,8%	1,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	218,567	219,666	222,518	228,177	229,694	230,443	228,293	232,025	234,493	2,1%	1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	368,629	354,132	326,823	339,302	319,655	330,037	300,850	318,773	329,741	3,2%	3,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	172,654	162,447	168,078	198,356	165,824	176,061	169,811	202,103	203,008	22,4%	0,4%
<i>dont bons de caisse</i>	36,613	28,314	28,874	30,005	23,984	25,590	24,107	22,395	21,987	-8,3%	-1,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	159,362	163,371	129,871	110,941	129,847	128,386	106,932	94,275	104,746	-19,3%	11,1%
Epargne à long terme	2 300,253	2 320,645	2 409,689	2 479,780	2 516,977	2 602,860	2 665,336	2 719,406	2 723,852	8,2%	0,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	826,208	831,009	853,294	870,054	871,404	877,185	893,285	886,514	871,070	0,0%	-1,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	124,968	121,519	121,604	118,874	114,565	112,190	111,343	108,359	104,095	-9,1%	-3,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	208,895	204,127	221,575	230,535	219,386	237,916	247,879	262,789	262,916	19,8%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	155,881	157,146	165,881	164,660	170,132	184,556	191,740	185,868	180,104	5,9%	-3,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 211,890	1 265,347	1 293,564	14,2%	2,2%
<i>dont contrats PERP</i>			0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	-	22,1%
Autres agents	283,812	289,607	325,411	372,368	318,618	366,597	360,413	427,560	432,913	35,9%	1,3%
Dépôts à vue	62,948	69,703	99,500	113,698	85,966	89,350	87,962	97,719	133,798	55,6%	36,9%
Placements liquides ou à court terme	75,028	71,844	72,240	75,633	42,915	72,821	66,254	99,299	86,777	102,2%	-12,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	20,148	19,161	19,472	17,570	15,638	15,035	15,151	14,776	14,581	-6,8%	-1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	54,880	52,683	52,768	58,063	27,277	57,786	51,103	84,523	72,196	164,7%	-14,6%
Epargne à long terme	145,836	148,060	153,671	183,037	189,737	204,426	206,197	230,542	212,338	11,9%	-7,9%
Total actifs financiers	7 305,443	7 435,015	7 808,772	7 901,020	7 937,477	8 180,548	8 567,147	8 612,004	8 646,879	8,9%	0,4%
Dépôts à vue	2 108,187	2 177,757	2 401,756	2 264,456	2 316,883	2 441,917	2 663,148	2 514,775	2 596,199	12,1%	3,2%
Placements liquides ou à court terme	2 501,157	2 582,094	2 619,621	2 745,949	2 703,759	2 732,752	2 859,789	2 966,133	2 939,226	8,7%	-0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 558,305	1 566,123	1 594,691	1 634,294	1 654,239	1 666,459	1 678,781	1 724,230	1 722,225	4,1%	-0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	581,011	588,855	611,721	627,521	637,013	652,457	662,483	678,005	674,618	5,9%	-0,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	466,465	462,667	460,659	470,714	475,741	470,585	469,847	491,192	488,221	2,6%	-0,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	33,566	33,498	29,607	29,824	30,401	30,256	31,529	31,530	32,030	5,4%	1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	108,766	111,368	115,399	119,159	120,813	122,421	124,938	126,505	126,160	4,4%	-0,3%
<i>dont CODEVI</i>	149,930	150,070	154,788	158,903	160,576	160,295	161,691	164,973	166,703	3,8%	1,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	218,567	219,665	222,517	228,173	229,695	230,445	228,293	232,025	234,493	2,1%	1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	942,852	1 015,971	1 024,930	1 111,655	1 049,520	1 066,293	1 181,008	1 241,903	1 217,001	16,0%	-2,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	347,163	363,618	389,346	450,164	408,470	453,616	444,387	464,966	447,188	9,5%	-3,8%
<i>dont bons de caisse</i>	42,755	36,814	36,967	37,343	30,675	31,999	53,088	51,028	35,579	16,0%	-30,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	32,5%	-6,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	410,437	440,350	370,069	404,722	364,522	369,541	398,021	379,352	408,395	12,0%	7,7%
Epargne à long terme	2 696,099	2 675,164	2 787,395	2 890,615	2 916,835	3 005,879	3 044,210	3 131,096	3 111,454	6,7%	-0,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	826,209	831,011	853,291	870,058	871,405	877,186	893,284	886,515	871,070	0,0%	-1,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	124,967	121,518	121,605	118,874	114,566	112,192	111,342	108,359	104,096	-9,1%	-3,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7,096	6,846	6,878	6,752	7,150	6,881	6,742	7,580	8,499	18,9%	12,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	372,842	322,929	341,962	357,470	336,767	368,923	383,336	409,497	404,711	20,2%	-1,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	387,765	392,848	423,187	448,556	452,607	456,566	435,158	450,850	425,914	-5,9%	-5,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 211,890	1 265,347	1 293,564	14,2%	2,2%
<i>dont contrats PERP</i>			0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	-	22,1%

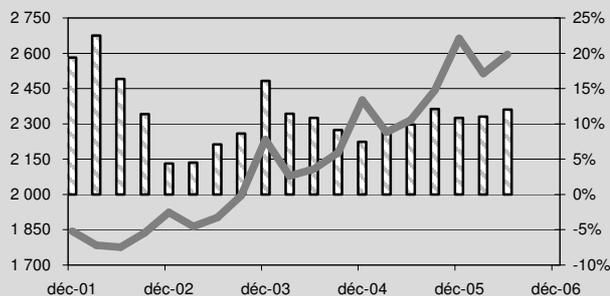
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

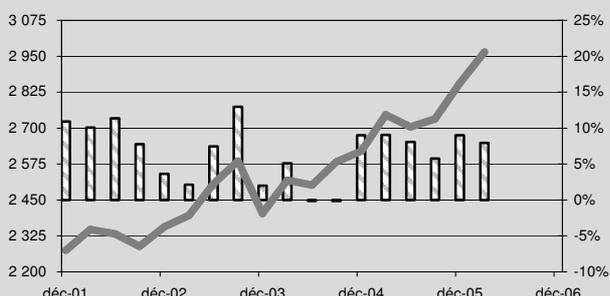
Ensemble des actifs financiers



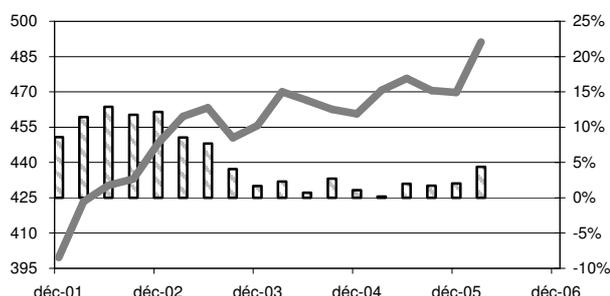
Dépôts à vue



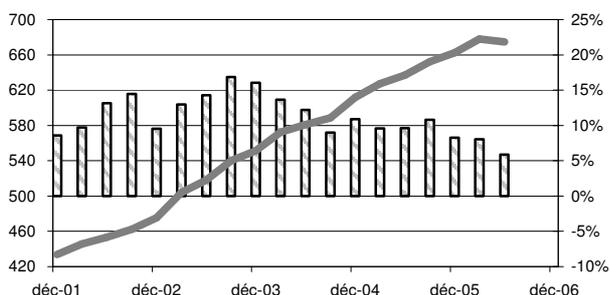
Ensemble des placements liquides ou à court terme



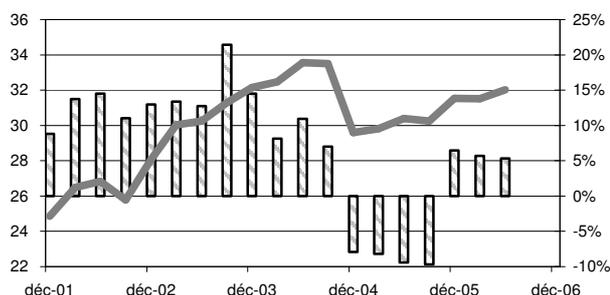
Livrets 'A' des caisses d'épargne



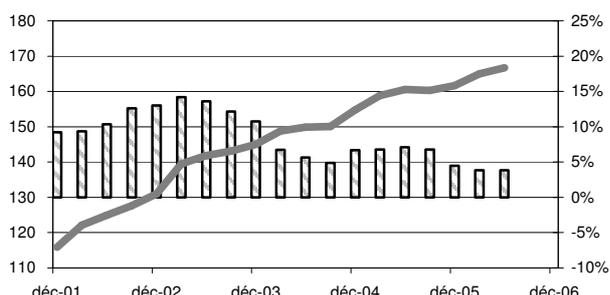
Livrets ordinaires



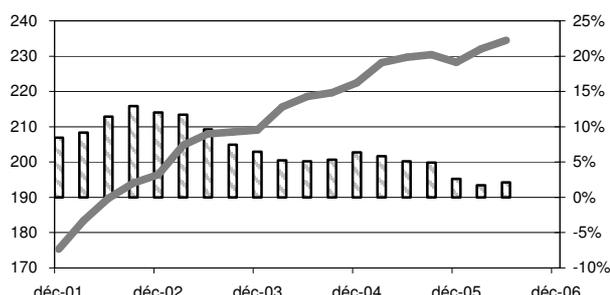
Livrets jeunes



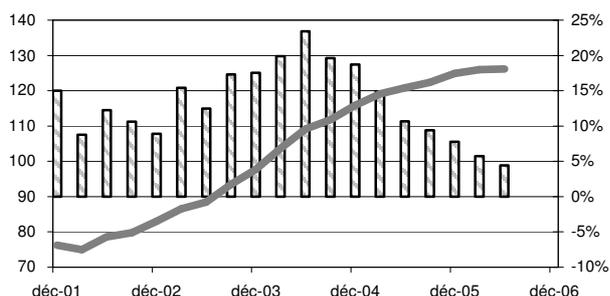
Codevi (comptes de développement industriel)



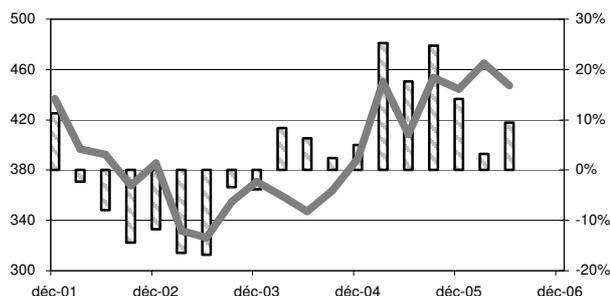
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



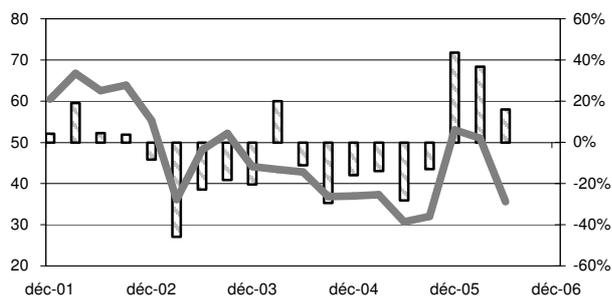
Dépôts à terme



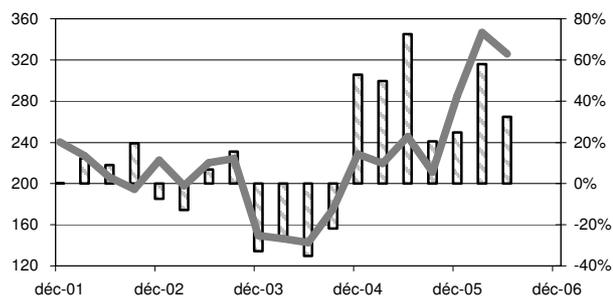
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

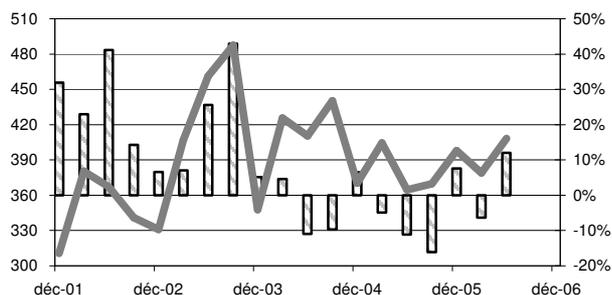
Bons de caisse et bons d'épargne



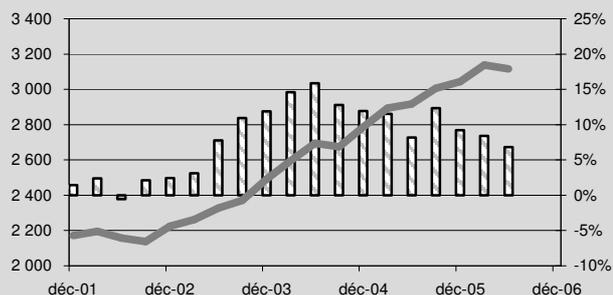
Certificats de dépôts négociables



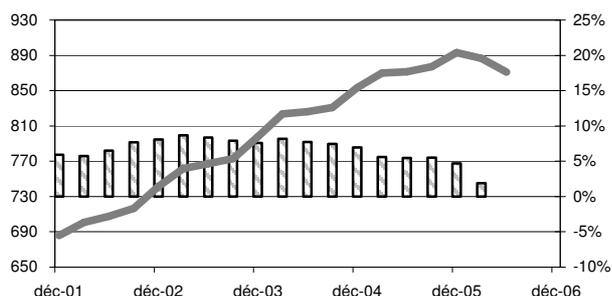
OPCVM monétaires



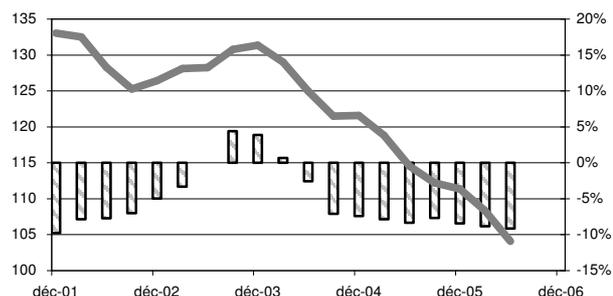
Epargne à long terme



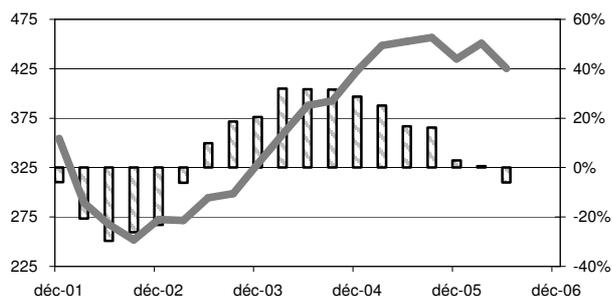
Plans d'épargne logement



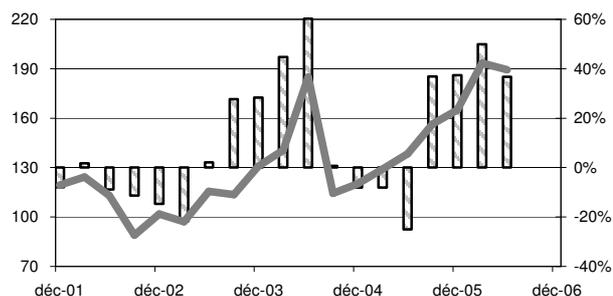
Plans d'épargne populaire



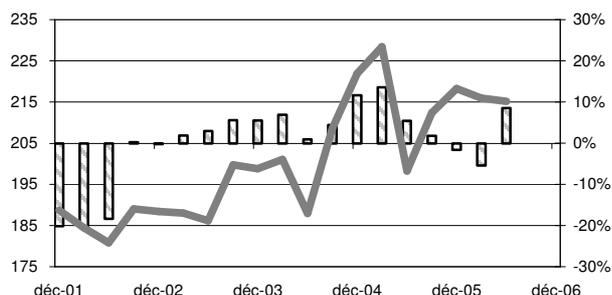
OPCVM titres en portefeuille titres



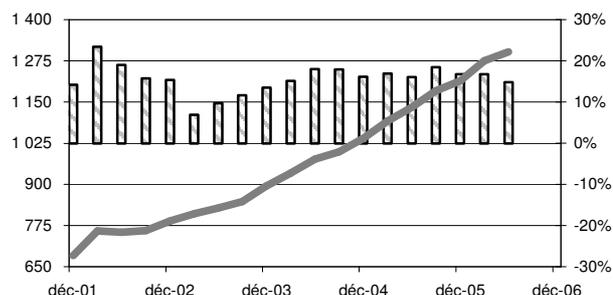
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

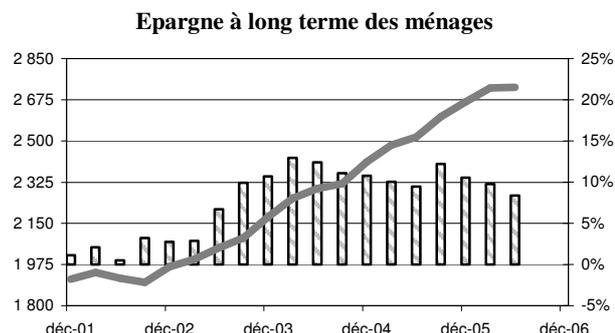
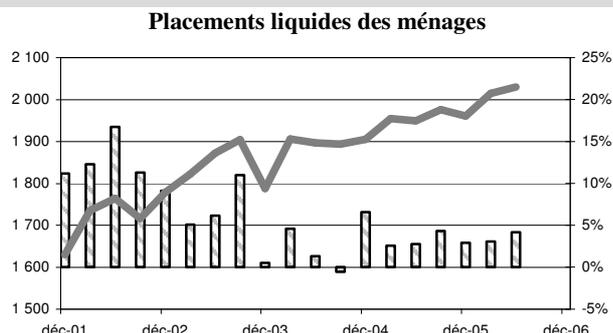
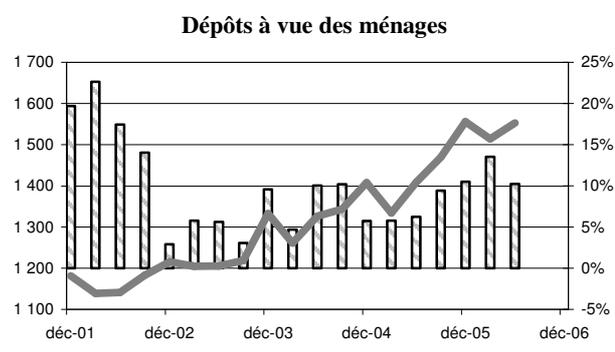
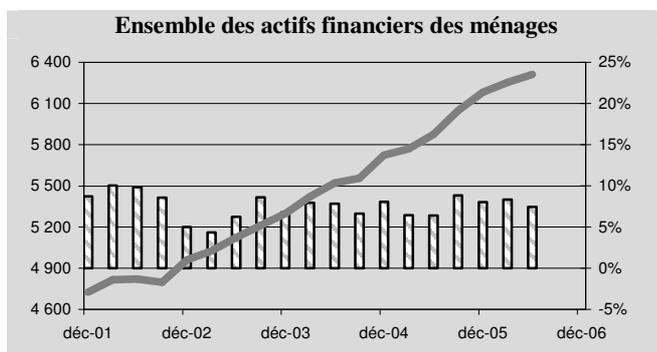


Assurance-vie



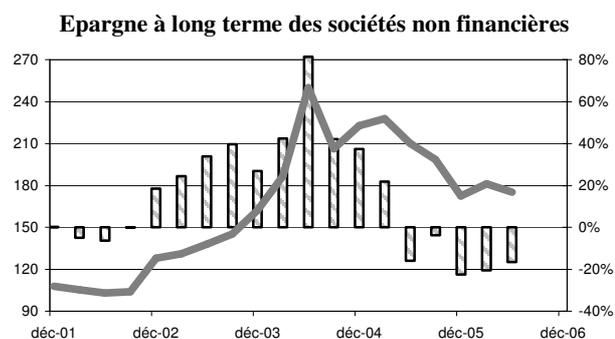
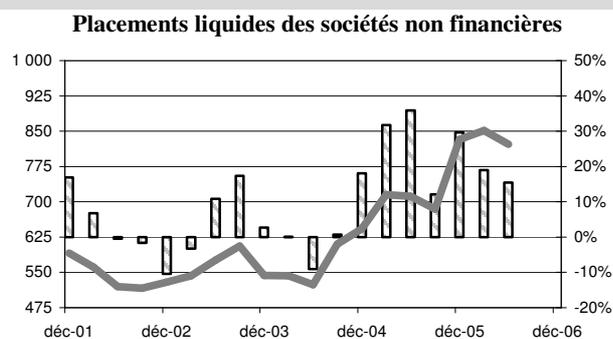
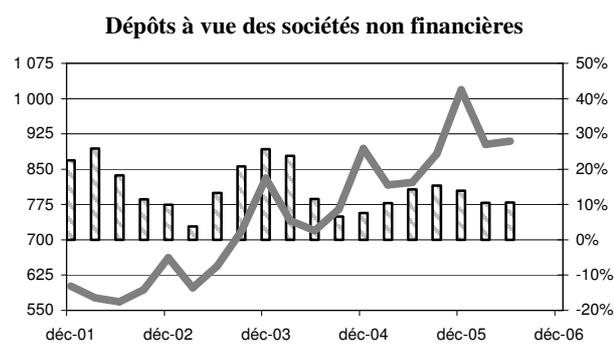
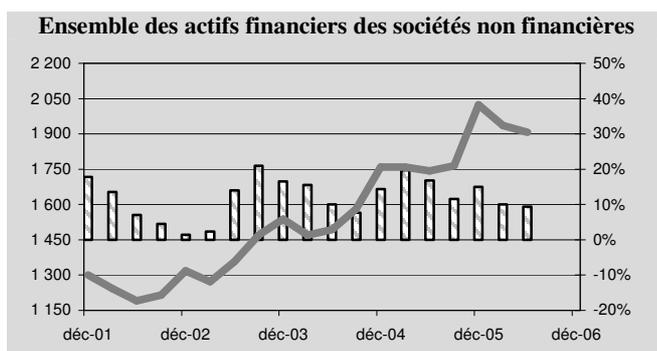
Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



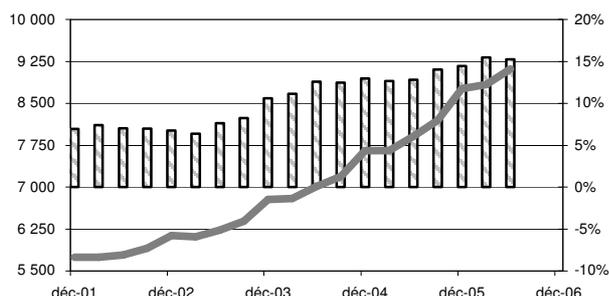
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

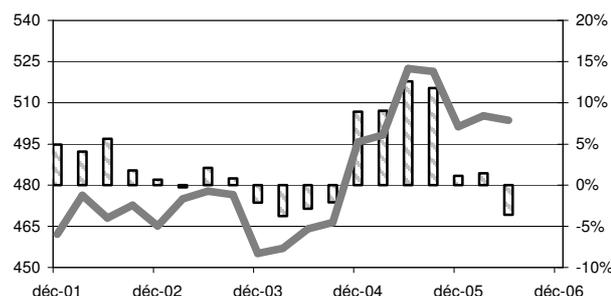
	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	777,557	780,958	841,173	743,366	817,062	830,285	905,838	932,426	922,691	12,9%	-1,0%
Créances commerciales	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	-1,9%	12,2%
Crédits de trésorerie	456,153	454,047	489,075	427,799	458,262	481,669	500,562	501,537	464,522	1,4%	-7,4%
Comptes ordinaires débiteurs	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	44,5%	-2,2%
Affacturation	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	53,5%	19,6%
Crédits d'investissement	1 720,864	1 766,482	1 951,456	1 973,064	2 015,322	2 113,530	2 249,465	2 201,171	2 288,242	13,5%	4,0%
Crédits à l'équipement	1 526,328	1 563,570	1 735,614	1 767,415	1 810,327	1 906,910	2 041,255	1 986,846	2 067,538	14,2%	4,1%
Crédit-bail	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	7,7%	3,0%
Crédits à l'habitat	310,378	330,251	362,806	374,276	400,186	434,583	481,370	511,182	542,402	35,5%	6,1%
Autres crédits	66,957	67,678	56,156	48,523	50,287	49,542	32,284	26,742	38,141	-24,2%	42,6%
Encours sain	2 875,756	2 945,369	3 211,591	3 139,229	3 282,857	3 427,940	3 668,957	3 671,521	3 791,476	15,5%	3,3%
Créances douteuses brutes	290,283	306,851	302,273	308,647	336,136	337,895	316,989	315,499	304,737	-9,3%	-3,4%
Encours total	3 166,039	3 252,220	3 513,864	3 447,876	3 618,993	3 765,835	3 985,946	3 987,020	4 096,213	13,2%	2,7%
Taux de créances douteuses	9,2%	9,4%	8,6%	9,0%	9,3%	9,0%	8,0%	7,9%	7,4%	-1,8 pt	-0,5 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 302,273	1 307,482	1 334,059	1 347,530	1 380,963	1 396,623	1 488,203	1 498,022	1 538,280	11,4%	2,7%
Crédits de trésorerie	1 197,409	1 200,003	1 230,968	1 236,923	1 264,316	1 294,642	1 374,605	1 382,961	1 421,069	12,4%	2,8%
Comptes ordinaires débiteurs	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	1,1%	7,6%
Crédit-bail	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	-0,2%	-3,2%
Crédits à l'habitat	2 344,067	2 438,333	2 561,202	2 600,894	2 670,340	2 800,404	2 992,570	3 054,816	3 133,304	17,3%	2,6%
Autres crédits	26,574	23,848	38,294	25,535	28,982	27,342	29,103	28,728	29,068	0,3%	1,2%
Encours sain	3 672,914	3 769,663	3 933,555	3 973,959	4 080,285	4 224,369	4 509,876	4 581,566	4 700,652	15,2%	2,6%
Créances douteuses brutes	173,691	159,413	193,425	189,624	186,400	183,337	184,085	189,762	197,051	5,7%	3,8%
Encours total	3 846,605	3 929,076	4 126,980	4 163,583	4 266,685	4 407,706	4 693,961	4 771,328	4 897,703	14,8%	2,6%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,1%	4,7%	4,6%	4,4%	4,2%	3,9%	4,0%	4,0%	-0,3 pt	0,0 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,719	6,676	5,815	4,655	-48,6%	-19,9%
Crédits de trésorerie	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,898	3,413	3,020	2,192	-64,9%	-27,4%
Comptes ordinaires débiteurs	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	-11,9%	-11,9%
Crédits à l'équipement	294,836	302,021	336,931	350,443	354,756	362,873	393,608	401,363	389,173	9,7%	-3,0%
Autres crédits	1,770	1,745	1,597	1,576	1,451	1,515	1,379	1,367	1,242	-14,4%	-9,1%
Encours sain	311,165	313,897	347,051	363,972	365,256	371,107	401,663	408,545	395,070	8,2%	-3,3%
Créances douteuses brutes	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	1,531	-n,s-	-n,s-
Encours total	311,168	313,900	347,054	363,975	365,259	371,110	401,666	408,548	396,601	8,6%	-2,9%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,4 pt	0,4 pt
Autres agents											
Encours sain	152,366	160,152	165,692	176,273	181,291	175,508	184,100	175,655	229,771	26,7%	30,8%
Créances douteuses brutes	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	71,4%	64,8%
Encours total	153,049	161,008	166,410	176,964	181,907	176,471	184,884	176,296	230,827	26,9%	30,9%
Taux de créances douteuses	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,1 pt	0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	7 012,201	7 189,081	7 657,889	7 653,433	7 909,689	8 198,924	8 764,596	8 837,287	9 116,969	15,3%	3,2%
Créances douteuses brutes	464,660	467,122	496,419	498,964	523,154	522,198	501,861	505,905	504,375	-3,6%	-0,3%
Encours total	7 476,861	7 656,203	8 154,308	8 152,397	8 432,843	8 721,122	9 266,457	9 343,192	9 621,344	14,1%	3,0%
Taux de créances douteuses	6,2%	6,1%	6,1%	6,1%	6,2%	6,0%	5,4%	5,4%	5,2%	-1,0 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	64,3%	64,9%	61,2%	60,2%	60,6%	63,8%	67,6%	67,9%	69,0%	8,5 pt	1,2 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



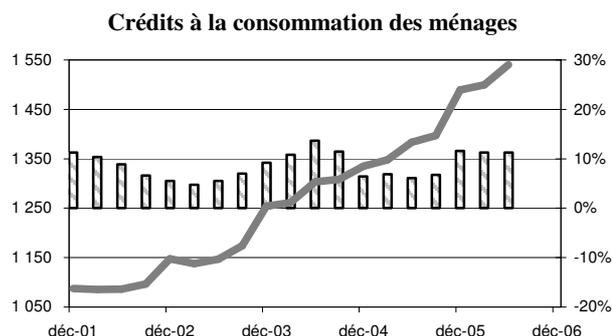
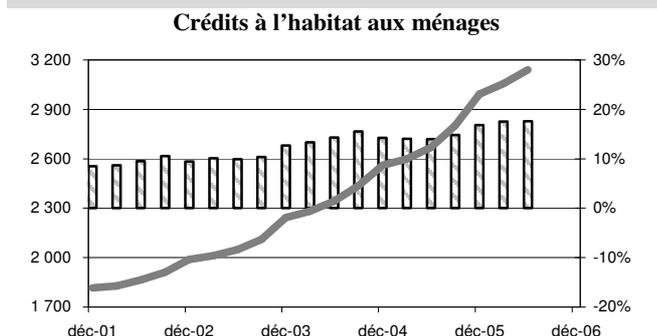
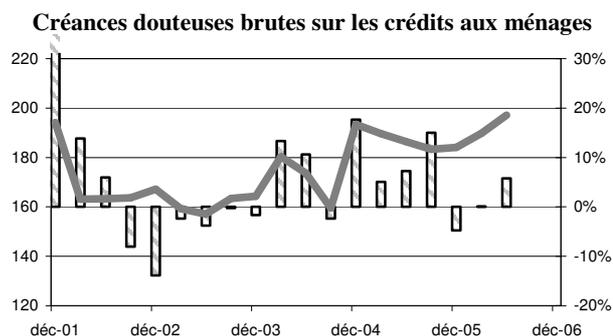
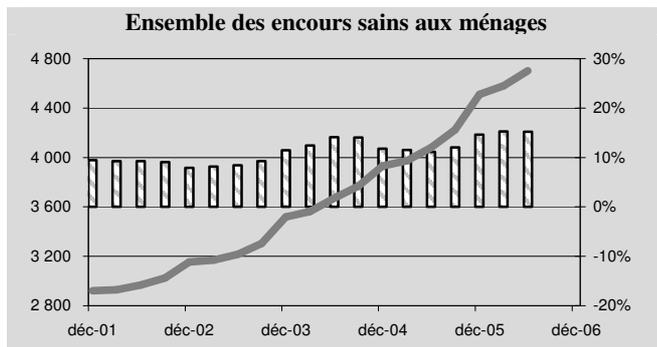
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



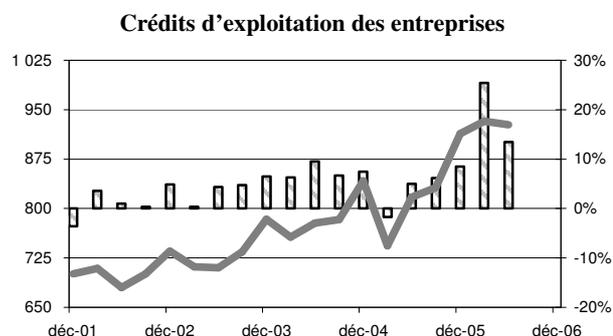
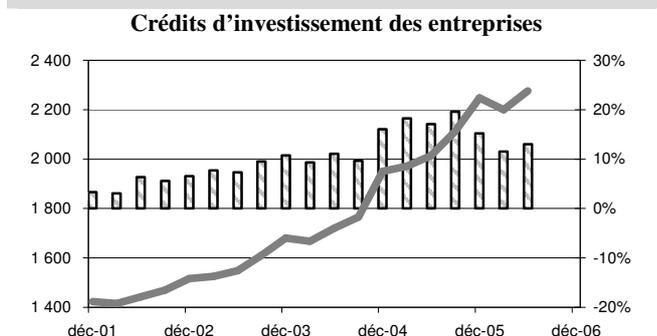
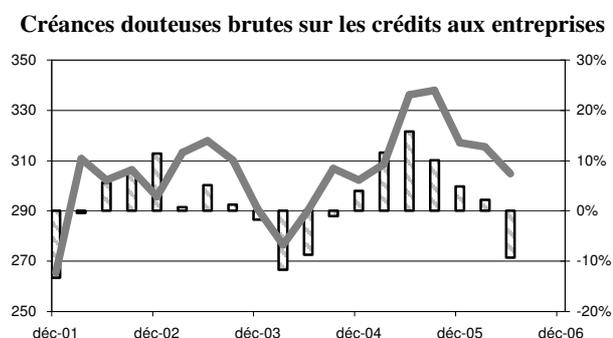
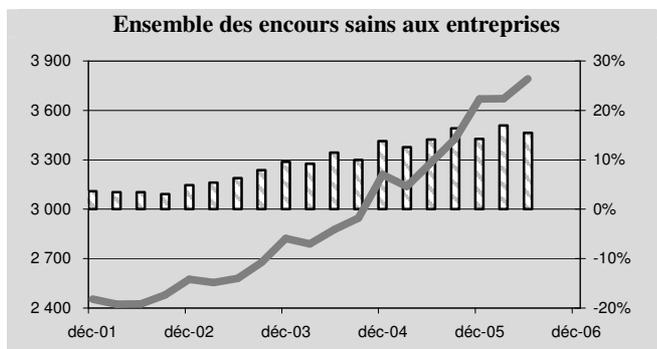
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



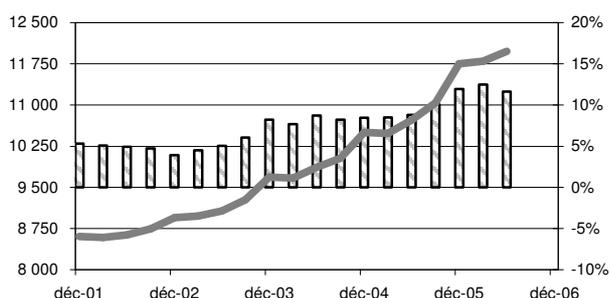
L'endettement des entreprises



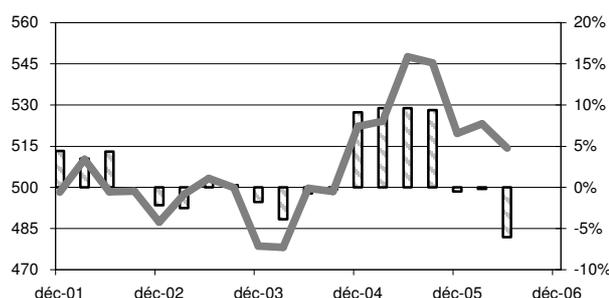
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	786,187	783,852	844,695	750,492	819,425	838,626	912,479	939,739	932,494	13,8%	-0,8%
<i>Créances commerciales</i>	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	-1,9%	12,2%
Crédits de trésorerie	464,783	456,941	492,597	434,925	460,625	490,010	507,203	508,850	474,325	3,0%	-6,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	44,5%	-2,2%
<i>Affacturage</i>	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	53,5%	19,6%
Crédits d'investissement	1 759,979	1 807,866	1 991,068	2 011,734	2 055,249	2 153,185	2 278,490	2 229,822	2 316,193	12,7%	3,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 565,443	1 604,954	1 775,226	1 806,085	1 850,254	1 946,565	2 070,280	2 015,497	2 095,489	13,3%	4,0%
<i>Crédit-bail</i>	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	7,7%	3,0%
Crédits à l'habitat	2 051,163	2 077,498	2 121,169	2 140,468	2 169,168	2 207,783	2 262,500	2 290,128	2 324,892	7,2%	1,5%
Autres crédits	67,835	68,536	56,993	49,340	51,094	50,316	33,048	27,472	38,848	-24,0%	41,4%
Encours sain	4 665,164	4 737,752	5 013,925	4 952,034	5 094,936	5 249,910	5 486,517	5 487,161	5 612,427	10,2%	2,3%
Créances douteuses brutes	300,563	313,721	310,852	316,740	343,099	343,953	324,100	322,183	308,442	-10,1%	-4,3%
Encours total	4 965,727	5 051,473	5 324,777	5 268,774	5 438,035	5 593,863	5 810,617	5 809,344	5 920,869	8,9%	1,9%
Taux de créances douteuses	6,1%	6,2%	5,8%	6,0%	6,3%	6,1%	5,6%	5,5%	5,2%	-1,1 pt	-0,3 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 347,535	1 354,126	1 381,501	1 395,769	1 430,193	1 448,598	1 541,862	1 553,343	1 595,385	11,6%	2,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 242,671	1 246,647	1 278,410	1 285,162	1 313,546	1 346,617	1 428,264	1 438,282	1 478,174	12,5%	2,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	1,1%	7,6%
<i>Crédit-bail</i>	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	-0,2%	-3,2%
Crédits à l'habitat	2 632,312	2 728,098	2 789,294	2 828,983	2 903,812	3 037,545	3 232,766	3 294,234	3 373,306	16,2%	2,4%
Autres crédits	31,163	28,790	43,618	30,518	34,048	32,265	33,981	34,261	33,079	-2,8%	-3,4%
Encours sain	4 011,010	4 111,014	4 214,413	4 255,270	4 368,053	4 518,408	4 808,609	4 881,838	5 001,770	14,5%	2,5%
Créances douteuses brutes	182,480	168,088	199,214	195,231	193,253	189,276	188,742	194,505	203,348	5,2%	4,5%
Encours total	4 193,490	4 279,102	4 413,627	4 450,501	4 561,306	4 707,684	4 997,351	5 076,343	5 205,118	14,1%	2,5%
Taux de créances douteuses	4,4%	3,9%	4,5%	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	3,8%	3,9%	-0,3 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,721	6,676	6,630	55,491	513,2%	737,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,900	3,413	3,835	53,028	748,2%	1282,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	-11,9%	-11,9%
Crédits à l'équipement	904,604	903,855	987,057	981,083	950,734	971,599	1 125,923	1 109,138	946,653	-0,4%	-14,6%
Autres crédits	71,920	67,846	63,890	60,278	56,209	53,355	70,523	69,156	66,057	17,5%	-4,5%
Encours sain	991,083	981,832	1 059,470	1 053,314	1 015,992	1 031,675	1 203,122	1 184,924	1 068,201	5,1%	-9,9%
Créances douteuses brutes	15,845	15,785	11,511	11,479	10,613	11,141	6,033	5,823	1,531	-85,6%	-73,7%
Encours total	1 006,928	997,617	1 070,981	1 064,793	1 026,605	1 042,816	1 209,155	1 190,747	1 069,732	4,2%	-10,2%
Taux de créances douteuses	1,6%	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	0,5%	0,5%	0,1%	-0,9 pt	-0,3 pt
Autres agents											
Encours sain	196,088	202,237	212,821	226,405	252,786	244,290	254,913	243,248	297,684	17,8%	22,4%
Créances douteuses brutes	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	71,4%	64,8%
Encours total	196,771	203,093	213,539	227,096	253,402	245,253	255,697	243,889	298,740	17,9%	22,5%
Taux de créances douteuses	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,1 pt	0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	9 863,345	10 032,835	10 500,629	10 487,023	10 731,767	11 044,283	11 753,161	11 797,171	11 980,082	11,6%	1,6%
Créances douteuses brutes	499,572	498,450	522,295	524,141	547,581	545,333	519,659	523,151	514,377	-6,1%	-1,7%
Encours total	10 362,917	10 531,285	11 022,924	11 011,164	11 279,348	11 589,616	12 272,820	12 320,322	12 494,459	10,8%	1,4%
Taux de créances douteuses	4,8%	4,7%	4,7%	4,8%	4,9%	4,7%	4,2%	4,2%	4,1%	-0,7 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	60,1%	61,2%	58,5%	57,7%	58,2%	61,6%	65,6%	65,9%	68,0%	9,7 pt	2,1 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.

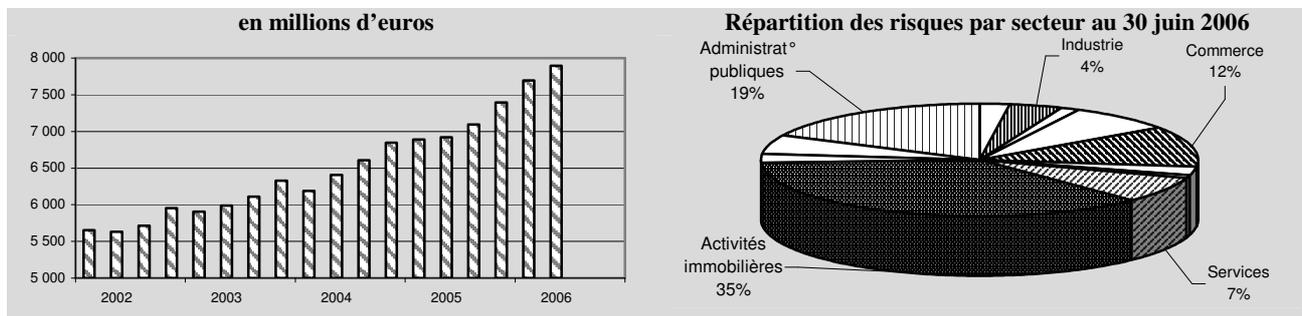


Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.

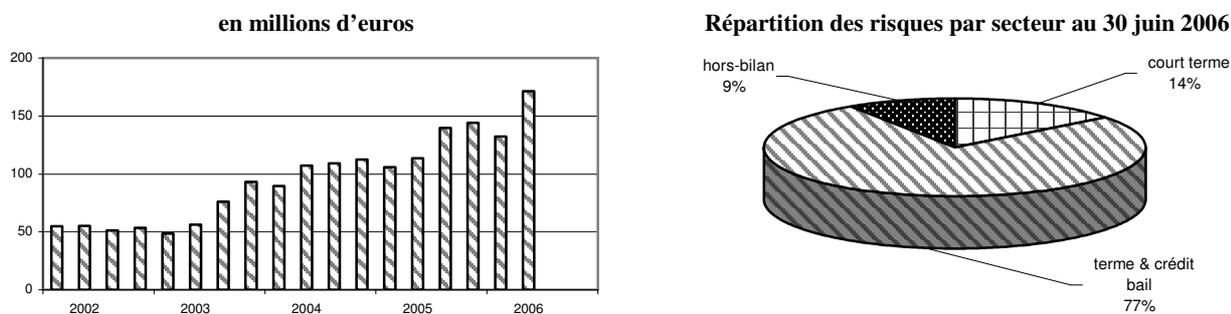


5. Risques sectoriels

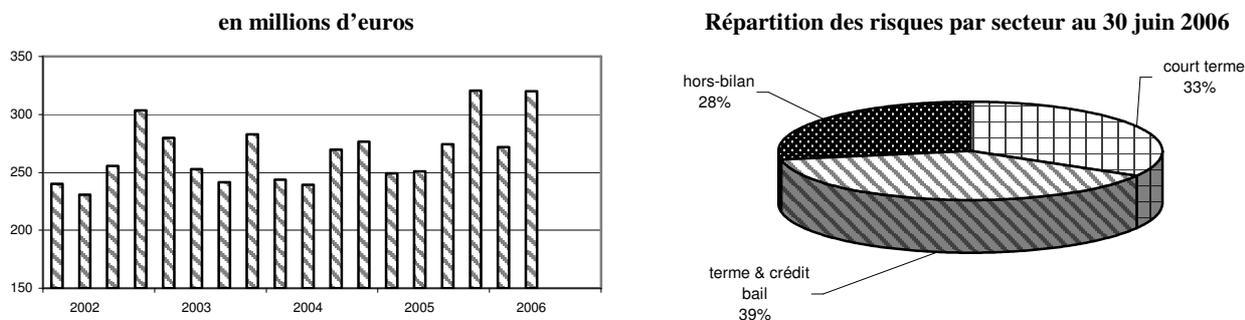
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



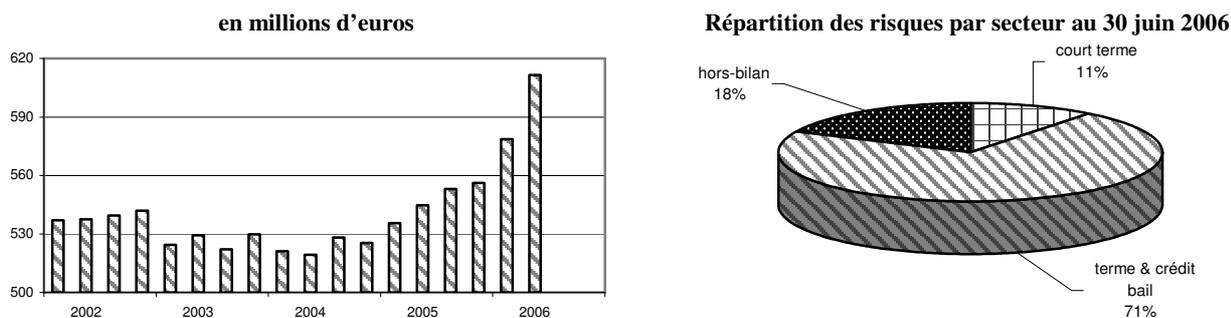
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

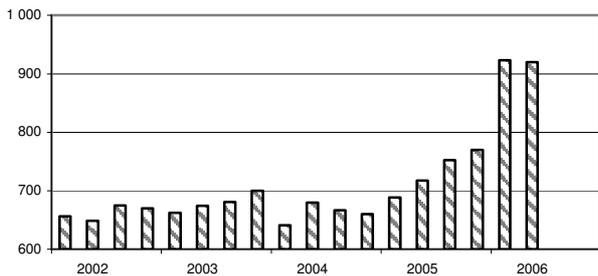


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

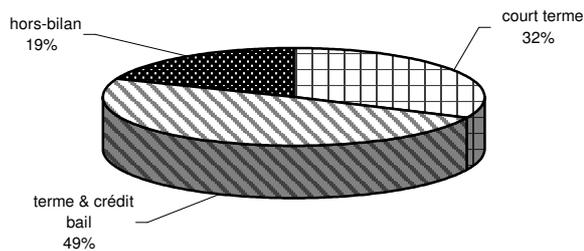


Risques bancaires sur le secteur du commerce

en millions d'euros

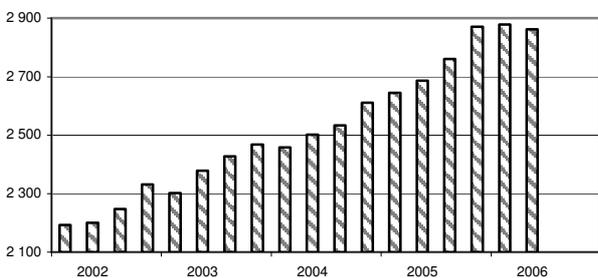


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2006

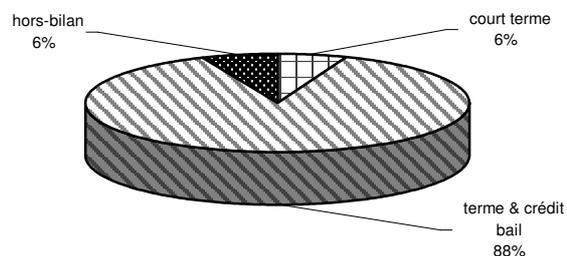


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

en millions d'euros

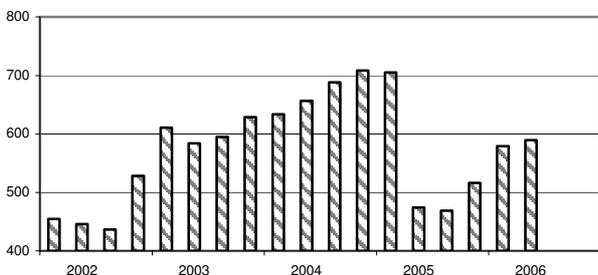


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2006

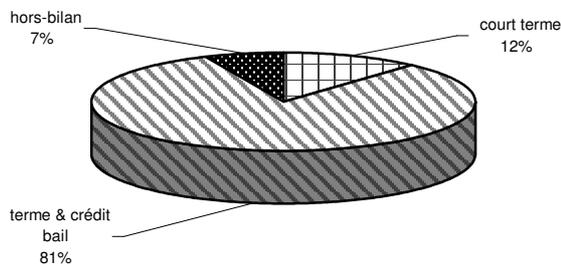


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

en millions d'euros

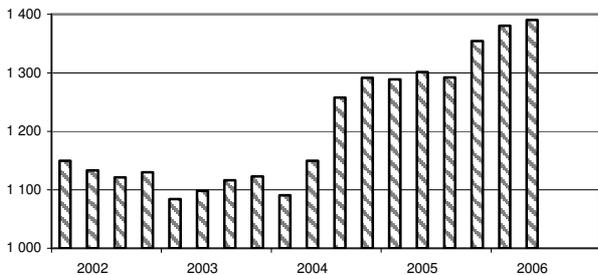


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2006

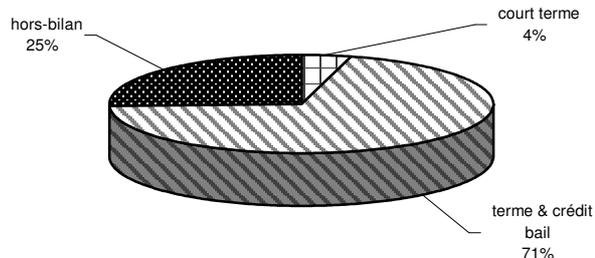


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 juin 2006



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

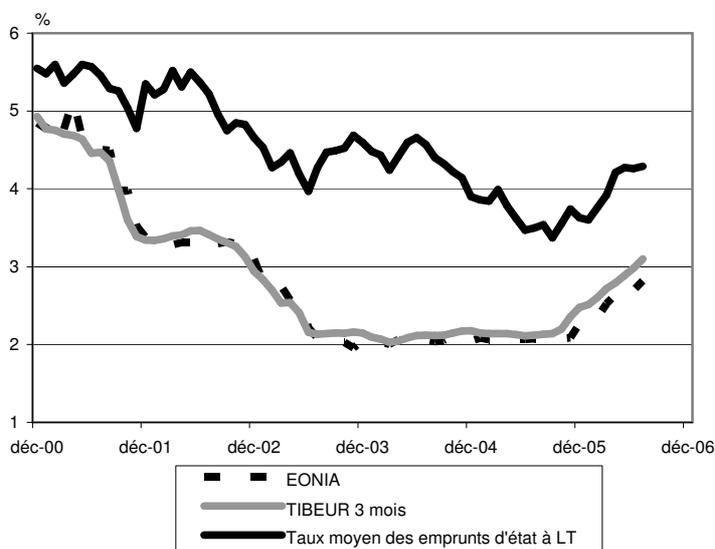
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/08/2006)	3,00%
Taux de la facilité de dépôt (09/08/2006)	2,00%
Taux de la facilité de prêt (09/08/2006)	4,00%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2006)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,75%	2,75%	3,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,75%	

* Hors prime d'état

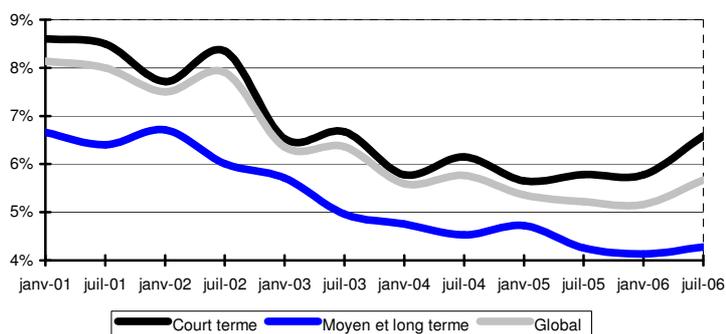
Taux d'intérêt légal	
Année 2005 (JO du 17/02/2005)	2,05%
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-05	janv-06	juil-06
Court terme	5,78%	5,78%	6,58%
. Escompte	5,93%	5,56%	7,08%
. Découvert	6,70%	6,06%	6,79%
. Autres CT	4,38%	5,64%	5,71%
Moyen et long terme	4,26%	4,13%	4,28%
Taux moyen pondéré global	5,22%	5,16%	5,67%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		janv-05	avr-05	juil-05	oct-05	janv-06	avr-06	juil-06
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%
	- Prêts à taux variable	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%
	- Prêts relais	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%	13,33%	13,97%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

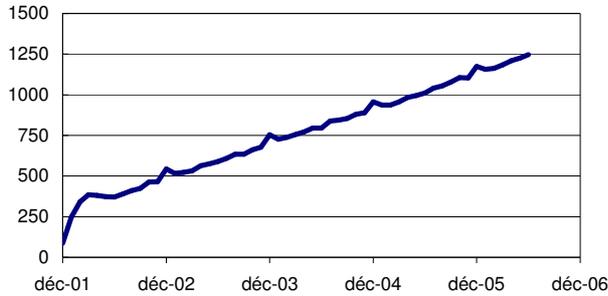
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

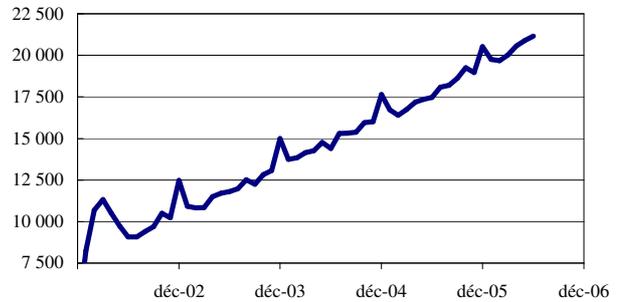
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin juin 2006)

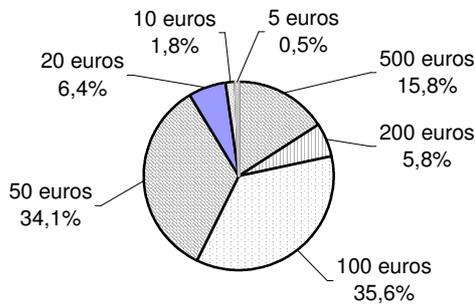
en valeur (en millions d'euros)



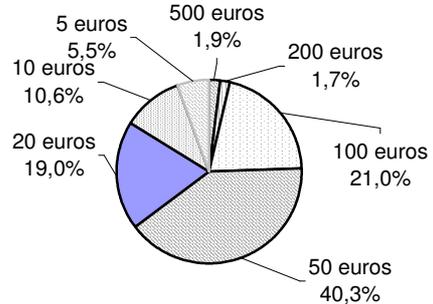
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 30 juin 2006



Répartition par quantité au 30 juin 2006



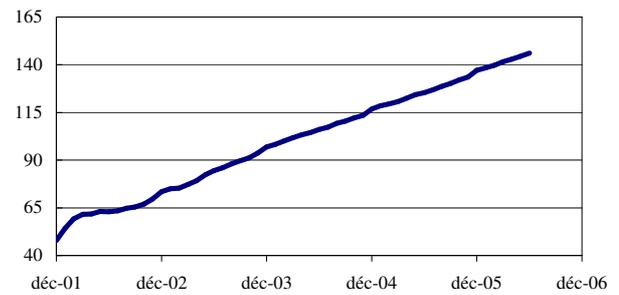
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin juin 2006)

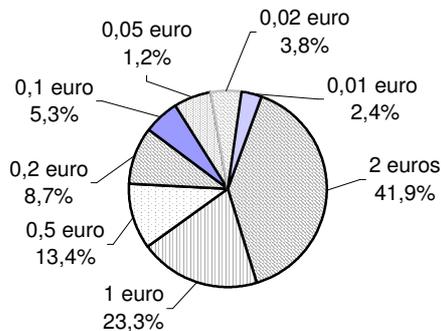
en valeur (en millions d'euros)



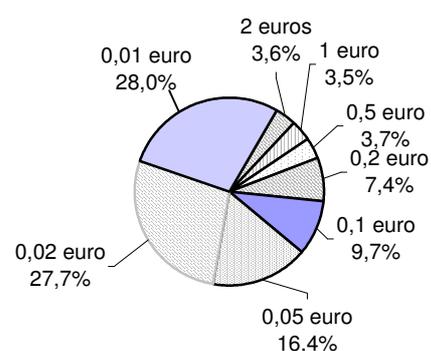
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 30 juin 2006



Répartition par quantité au 30 juin 2006



8. Résumé des publications du trimestre

Le texte intégral de l'étude résumée ci-dessous est disponible sur le site Internet de l'IEDOM (www.iedom.fr)

Les valeurs mobilières détenues à la Réunion

Dans un contexte de visibilité réduite de la conjoncture boursière, liée à l'attention portée par les marchés aux tensions géopolitiques et aux décisions des banques centrales en matière de coût du refinancement, il est apparu intéressant d'analyser le comportement des détenteurs réunionnais de valeurs mobilières sur la dernière décennie (seules les valeurs mobilières détenues auprès d'établissements de crédit installés dans le département sont retenues dans cette étude).

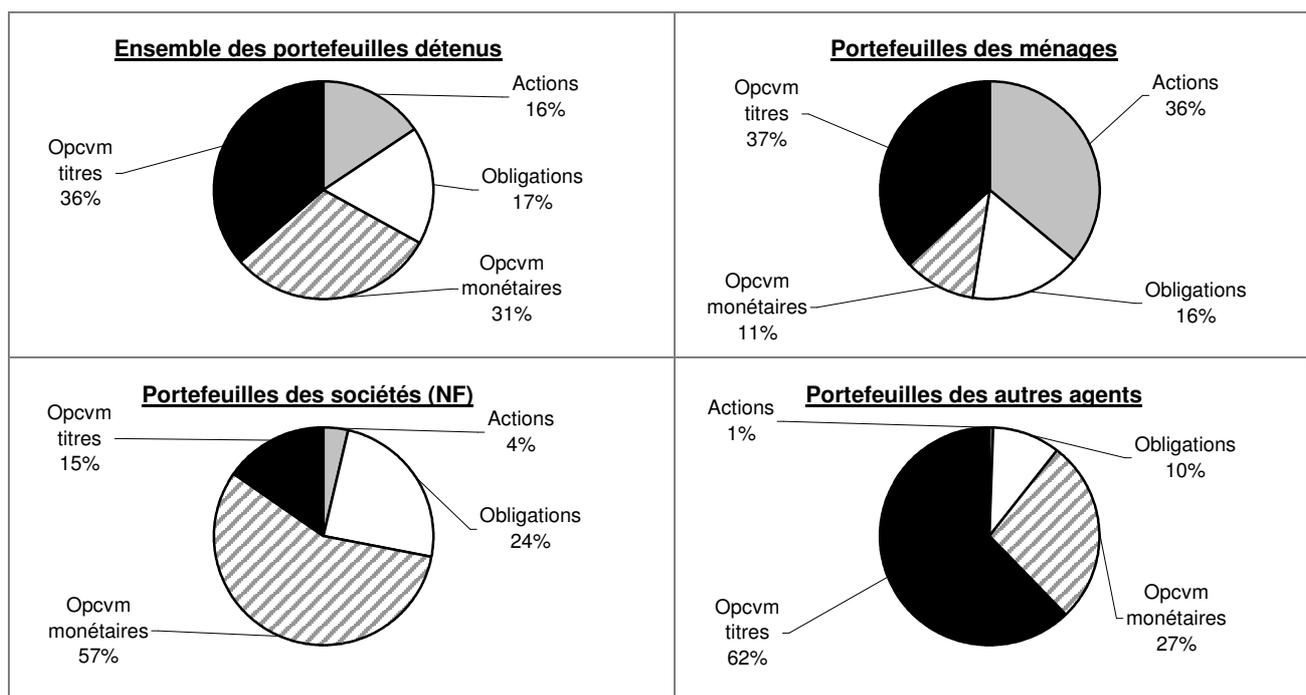
Nonobstant une certaine méfiance vis-à-vis des marchés depuis l'éclatement de la bulle spéculative de l'année 2000, l'engouement des réunionnais pour les placements en actions s'est maintenu. Si l'exposition des agents à ce type de placement est aujourd'hui moindre (la dévalorisation des actifs entre 2000 et 2003 l'explique en partie), le rythme de croissance du nombre de comptes titres ouverts ne s'est quasiment pas infléchi depuis 1998. Ainsi, les valeurs mobilières détenues par les agents économiques réunionnais progressent de +2,3% sur les douze derniers mois pour atteindre 1 239 millions d'€ au 31 mars 2006. Favorisée par la bonne performance des marchés en 2005, la part des actions dans les portefeuilles titres et les PEA de la clientèle a augmenté (en mars 2006, elle représente 15,6% de l'encours total contre 10,7% un an auparavant) au détriment des titres d'OPCVM monétaires (30,6% en mars 2006 contre 33,4% un an auparavant).

Les avoirs détenus par les ménages représentent 39,5% de l'encours total, avec une proportion accordée aux actions très supérieure à celle des autres agents économiques (36,1% de leurs portefeuilles). Les sociétés non financières détiennent 33,7% des valeurs mobilières totales collectées dans le département par les établissements bancaires locaux, principalement placées en OPCVM monétaires (56,6%). La part restant aux autres agents économiques (sociétés d'assurance, caisses de retraite et administrations publiques notamment) s'élève à 26,8%.

L'encours moyen d'un compte de valeurs mobilières diffère en fonction du type de clientèle. Les 35 199 comptes des ménages présentent un encours moyen proche des observations métropolitaines (13 067 € en décembre 2005), très inférieur à celui des 1 400 comptes des sociétés non financières (304 433 €) et des 386 comptes des autres agents économiques (855 830 €).

Données statistiques complémentaires

1. Récapitulatif des décompositions des portefeuilles par types d'agents économiques (31 mars 2006)



Conjoncture financière et bancaire

2. Encours des valeurs mobilières détenues par la clientèle des banques locales (millions d'€)

	Portefeuilles titres					(dt) Ménages					(dt) Sociétés non financières				
	Act°	Oblig.	Opcvm mon.	Opcvm titres	Total	Act°	Oblig.	Opcvm mon.	Opcvm titres	Total	Act°	Oblig.	Opcvm mon.	Opcvm titres	Total
déc-94	40,7	188,8	320,5	159,0	709,1	31,5	95,5	97,3	77,9	302,2	7,2	68,6	84,8	4,7	165,2
mars-95	41,5	192,1	298,6	163,3	695,5	31,8	95,6	95,0	76,5	298,8	7,7	71,5	85,2	5,7	170,1
juin-95	42,4	193,4	275,0	168,4	679,2	32,5	95,2	88,9	74,4	291,0	7,6	72,7	82,1	6,7	169,1
sept-95	42,3	192,7	300,7	178,1	713,8	31,7	96,0	86,0	80,0	293,7	8,0	69,1	97,2	5,6	180,0
déc-95	43,4	198,1	252,0	192,4	686,0	32,4	96,1	65,7	86,6	280,8	8,1	70,3	89,1	3,0	170,5
mars-96	46,1	206,1	281,0	210,7	743,9	34,8	94,7	62,1	90,7	282,2	8,4	72,8	110,9	9,5	201,6
juin-96	48,2	205,9	269,4	223,8	747,2	36,4	92,0	60,7	97,0	286,1	8,3	73,9	106,1	13,3	201,6
sept-96	47,8	222,9	260,6	221,9	753,3	35,8	92,3	55,9	96,1	280,1	8,3	80,0	104,7	14,7	207,8
déc-96	47,9	240,1	217,3	257,7	763,1	35,9	92,5	50,0	92,8	271,2	8,6	49,3	85,4	8,7	152,1
mars-97	55,1	243,4	238,6	277,2	814,3	40,8	90,5	49,1	96,0	276,4	10,4	54,1	102,5	12,1	179,1
juin-97	53,0	237,1	233,7	273,9	797,7	45,1	83,0	43,3	92,2	263,6	4,9	52,0	96,3	15,6	168,8
sept-97	54,8	229,5	245,0	259,1	788,4	46,1	73,1	39,5	89,8	248,5	5,5	60,6	92,9	18,7	177,6
déc-97	57,5	259,4	222,4	250,8	790,1	49,8	89,6	34,8	84,3	258,6	4,9	61,3	90,2	11,5	167,9
mars-98	68,2	243,9	264,2	264,7	841,0	59,7	84,6	36,3	85,8	266,4	3,1	28,6	117,4	19,9	169,0
juin-98	72,8	239,0	247,4	279,3	838,5	64,6	81,9	34,1	84,8	265,3	3,2	28,0	105,2	18,6	154,9
sept-98	57,6	244,7	266,0	276,6	844,9	51,7	83,9	37,4	77,6	250,5	3,0	34,9	137,3	24,9	200,1
déc-98	82,4	254,8	236,4	278,6	852,3	75,1	96,6	36,1	67,8	275,6	3,6	32,4	92,3	25,2	153,6
mars-99	90,1	238,6	265,0	291,7	885,4	77,9	94,4	34,4	70,9	277,6	3,9	32,3	110,8	25,7	172,7
juin-99	88,6	223,1	285,9	341,1	938,6	81,2	92,7	35,9	81,0	290,8	4,0	20,6	128,1	30,8	183,5
sept-99	95,5	243,9	316,7	312,5	968,6	88,1	89,5	35,7	84,5	297,8	3,5	19,5	128,6	29,4	181,0
déc-99	113,1	241,6	280,5	330,9	966,0	104,7	88,0	32,7	99,6	325,0	3,7	16,6	122,6	35,1	178,0
mars-00	126,7	240,9	300,7	352,5	1 020,9	117,8	85,8	30,8	112,9	347,2	3,9	23,5	128,9	36,0	192,2
juin-00	133,9	242,9	302,1	372,0	1 051,0	123,7	84,2	29,7	120,0	357,6	6,8	58,0	117,6	35,6	218,1
sept-00	131,4	243,6	320,8	377,7	1 073,5	120,9	83,0	26,4	123,8	354,1	6,8	61,1	112,0	37,2	217,1
déc-00	129,9	236,3	235,4	377,2	978,7	117,5	84,4	26,5	137,6	366,1	8,7	61,8	91,3	37,1	198,9
mars-01	122,1	232,3	309,2	364,5	1 028,0	110,4	83,7	26,4	132,2	352,7	8,4	62,9	124,8	39,6	235,7
juin-01	124,1	221,4	260,2	380,5	986,2	111,8	82,5	27,2	127,8	349,3	8,7	61,0	136,3	40,3	246,3
sept-01	100,4	188,5	298,3	341,0	928,1	89,2	86,5	29,3	111,3	316,4	7,9	59,9	145,4	36,3	249,6
déc-01	119,5	188,7	310,6	354,7	973,5	108,0	84,9	30,7	121,8	345,5	7,9	63,1	130,0	36,8	237,8
mars-02	124,1	184,4	380,3	289,4	978,2	112,4	85,8	32,8	126,4	357,4	8,3	59,0	132,5	38,0	237,8
juin-02	113,1	180,8	367,2	267,5	928,5	99,2	85,7	40,2	115,0	340,1	10,6	56,4	115,6	35,9	218,5
sept-02	88,9	189,0	340,9	251,6	870,6	77,3	92,0	45,4	103,2	317,9	8,7	58,7	147,5	36,6	251,5
déc-02	101,8	188,4	330,9	272,5	893,6	83,6	92,1	46,9	108,2	330,9	15,1	60,7	133,1	51,9	260,9
mars-03	97,1	188,0	407,0	271,6	963,7	77,9	92,1	53,0	102,3	325,3	16,2	62,1	177,7	52,8	308,9
juin-03	115,4	186,2	461,2	294,2	1 057,0	92,0	91,9	59,1	111,5	354,5	20,4	60,1	194,6	57,4	332,5
sept-03	113,6	199,7	487,5	298,6	1 099,4	96,8	94,9	59,4	118,3	369,4	13,6	70,7	204,3	61,0	349,6
déc-03	130,8	198,8	347,7	328,5	1 005,8	105,4	92,7	57,6	125,9	381,6	22,1	72,4	195,9	67,6	358,1
mars-04	140,6	201,1	425,7	358,4	1 125,8	113,4	94,0	60,3	131,8	399,5	23,8	76,2	216,9	86,8	403,7
juin-04	184,9	187,9	410,4	387,8	1 171,0	105,5	85,0	62,6	150,1	403,2	75,8	74,0	210,6	100,1	460,6
sept-04	114,3	208,6	440,4	392,8	1 156,1	97,3	88,3	65,5	151,0	402,2	14,5	88,9	243,0	103,0	449,4
déc-04	120,1	221,9	370,1	423,2	1 135,2	109,0	91,4	46,7	159,0	406,0	9,9	99,5	196,5	113,4	419,4
mars-05	129,1	228,4	404,7	448,6	1 210,7	118,5	92,8	43,7	156,9	411,9	9,3	104,3	249,1	114,1	476,9
juin-05	138,5	198,2	364,5	452,6	1 153,9	127,7	76,4	46,0	162,4	412,5	9,9	88,9	223,0	111,3	433,2
sept-05	156,5	212,4	369,5	456,6	1 195,0	143,7	78,6	52,4	169,4	444,1	11,1	97,8	216,0	89,6	414,6
déc-05	165,0	218,3	398,0	435,2	1 216,5	151,3	80,9	53,2	174,6	460,0	12,1	102,0	253,5	58,5	426,2
mars-06	193,5	216,0	378,8	450,9	1 239,2	176,5	80,6	52,4	180,2	489,7	15,1	102,2	236,4	63,9	417,5

3. Nombre de portefeuilles titres et de plans d'épargne en actions détenus par la clientèle des banques locales

	Nombre de		Décomposition par agent économiques			Encours moyen d'un portefeuille titres (& PEA) (en €)		
	PEA	Porte feuille titres	Ménages	SNF	Autres	Ménages	SNF	Autres
déc-94	0,632	17,913	-n.d-	-n.d-	-n.d-	-n.d-	-n.d-	-n.d-
déc-95	0,829	16,957	-n.d-	-n.d-	-n.d-	-n.d-	-n.d-	-n.d-
déc-96	1,004	16,583	15,966	0,656	0,965	16 989	231 785	-n.d-
déc-97	1,313	16,419	15,993	0,700	1,039	16 170	239 799	-n.d-
déc-98	2,433	16,097	17,360	0,787	0,383	15 874	195 114	1 104 898
déc-99	5,510	15,813	19,876	0,862	0,585	16 350	206 501	791 505
déc-00	6,861	18,474	23,674	0,797	0,864	15 463	249 513	478 926
déc-01	8,821	18,778	26,342	0,811	0,446	13 115	293 215	874 913
déc-02	10,105	20,875	29,683	0,869	0,428	11 146	300 275	705 089
déc-03	11,026	22,120	31,760	0,940	0,446	12 015	380 922	596 637
déc-04	11,059	22,568	31,989	1,216	0,422	12 693	344 898	734 110
déc-05	12,560	24,425	35,199	1,400	0,386	13 067	304 433	855 830

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 28 septembre 2006

Dépôt légal – Septembre 2006